

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.195/AG
DU 3 MAI 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 3 avril 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours^(*), sur une proposition de loi « portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles » (*Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2140/001), a donné l'avis suivant :

^(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.195/AV
VAN 3 MEI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling Wetgeving, op 3 april 2012 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen^(*), van advies te dienen over een wetsvoorstel "betreffende de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel" (*Parl. St.*, Kamer, 2011-2012, nr. 53-2140/001), heeft het volgende advies gegeven:

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique¹ et l'accomplissement des formalités prescrites.

Par ailleurs, le présent avis comporte également des observations sur d'autres points. Il ne peut toutefois s'en déduire que, dans le délai qui lui est imparti, la section de législation a pu procéder à un examen exhaustif de la proposition de loi.

*

PORTÉE DE LA PROPOSITION

2. La proposition de loi soumise pour avis a pour objet de réformer l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sur certains aspects. Ces modifications reviennent à scinder le parquet et à dédoubler le siège.

L'arrondissement judiciaire de Bruxelles se compose de deux arrondissements administratifs : l'arrondissement de Hal-Vilvorde et l'arrondissement de Bruxelles-Capitale. Le parquet de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles est scindé sur cette base territoriale en un parquet de Hal-Vilvorde et un parquet pour le territoire des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale. Le siège de l'arrondissement judiciaire n'est pas scindé sur cette base territoriale mais sera dédoublé sur la base de la langue, de sorte qu'il y aura des tribunaux francophones et des tribunaux néerlandophones pour l'ensemble de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles². Le parquet et le siège sont donc divisés en deux d'une manière asymétrique : le parquet est scindé sur une base territoriale, le siège est dédoublé sur une base linguistique.

Ces modifications entraînent notamment l'adaptation des exigences linguistiques pour les magistrats. Un tiers des magistrats des tribunaux francophones et un tiers des magistrats des tribunaux néerlandophones devront être bilingues « fonctionnels ». Le parquet de Bruxelles se composera d'un cinquième de néerlandophones et de quatre cinquièmes de francophones. Le parquet de Hal-Vilvorde se composera d'un tiers de bilingues « fonctionnels ». Des magistrats du parquet, francophones et bilingues « fonctionnels » (ce qui correspond à un cinquième du nombre de magistrats néerlandophones de Hal-Vilvorde) sont détachés du parquet de Bruxelles au parquet de Hal-Vilvorde pour y traiter des affaires francophones.

¹ S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

² Il s'agit du tribunal de première instance, du tribunal de commerce, du tribunal du travail et du tribunal d'arrondissement. En ce qui concerne les tribunaux de police, seul le tribunal de police de Bruxelles est dédoublé.

La scission et le dédoublement impliquent également que de nouveaux cadres doivent être fixés. Des cadres linguistiques distincts seront créés pour les tribunaux néerlandophones et pour les tribunaux francophones. Dans l'attente de la fixation des cadres sur la base, notamment, de la charge de travail, le cadre néerlandophone et le cadre francophone du tribunal de police, du tribunal du travail et du tribunal de première instance correspondront respectivement à 20 % et 80 % du cadre actuel, les magistrats de complément inclus. Au cours de l'année qui suit la date d'entrée en vigueur de la loi proposée, le nombre de magistrats néerlandophones peut augmenter pour atteindre 27 %. En ce qui concerne le tribunal de commerce, cette répartition sera de 40 % de néerlandophones et 60 % de francophones du cadre actuel, les magistrats de complément inclus. Le parquet de Hal-Vilvorde se composera de 20 % du cadre actuel du parquet de Bruxelles (lequel est à présent compétent pour les communes des arrondissements de Bruxelles et de Hal-Vilvorde), les magistrats de complément inclus. Dans les trois années suivant l'instauration de la réforme, la pertinence de ce pourcentage pourra être évaluée à la demande de l'un des deux procureurs du Roi concernés. Dans l'attente de la fixation des cadres, notamment sur la base de la charge de travail, le parquet de Bruxelles se composera désormais d'un cinquième de néerlandophones et de quatre cinquièmes de francophones. La mesure de la charge de travail ne pourra avoir pour effet de diminuer le nombre des magistrats respectifs de chaque groupe linguistique.

L'article 51 de la proposition de loi dispose que la loi proposée entre en vigueur dès que les cadres et chacun des cadres linguistiques fixés conformément aux articles 47 à 49, sont occupés à 90 %. Par dérogation, les articles 47 à 49 et 51 entrent en vigueur le jour de la publication de la loi proposée au Moniteur belge comme normes de référence en vue de permettre les recrutements nécessaires suite à la publication des places déclarées vacantes, dans l'attente des cadres définitifs fixés - entre autres - selon la mesure de la charge de travail.

3. Les développements indiquent que la proposition de loi doit être lue en combinaison avec une proposition insérant un article 157bis dans la Constitution³. Cette proposition de révision de la Constitution, qui est jointe à la demande d'avis, a été déposée à

³ *Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2141/1.

la Chambre des représentants après que l'article 195 de la Constitution a été complété par une disposition transitoire ⁴.

Selon l'article 157bis proposé, « les éléments essentiels de la réforme qui concernent l'emploi des langues en matière judiciaire au sein de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, ainsi que les aspects y afférents relatifs au parquet, au siège et au ressort, ne pourront être modifiés que par une loi, adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa [de la Constitution]. »

Les règles fixant ces éléments essentiels ne peuvent donc être modifiées que par une loi adoptée à la majorité spéciale.

COMPÉTENCE DU CONSEIL D'ÉTAT

4. Selon l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation doit donner un avis motivé « sur le texte de tous projets ou propositions de loi, de décret et d'ordonnance, ou d'amendements à ces projets et propositions dont elle est saisie par le Président du Sénat, de la Chambre des représentants, d'un Parlement de communauté et de région, de la Commission communautaire française ou de l'Assemblée réunie visées respectivement aux alinéas 3 et 4 de l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ». Ni cette disposition ni aucune autre disposition des lois sur le Conseil d'État ne mentionne la possibilité de soumettre au Conseil d'État des propositions (ou des projets) de révision de la Constitution.

Faute d'une mention formelle de la possibilité de donner un avis sur une proposition (ou un projet) de révision de la Constitution, le Conseil d'État est dépourvu de compétence pour donner un avis sur une telle proposition (ou un tel projet). Au demeurant, le Conseil d'État n'a pas été saisi en l'espèce d'une demande d'avis sur cette proposition de révision de la Constitution.

⁴ Lors de la révision de l'article 195 de la Constitution du 29 mars 2012, cet article a été complété par une disposition transitoire rédigée comme suit :

« Toutefois, les Chambres, constituées à la suite du renouvellement des Chambres du 13 juin 2010 peuvent, d'un commun accord avec le Roi, statuer sur la révision des dispositions, articles et groupements d'articles suivants, exclusivement dans le sens indiqué ci-dessous :

[...]

10° le titre III, chapitre VI, en vue d'y insérer une disposition prévoyant qu'une modification aux éléments essentiels de la réforme concernant l'emploi des langues en matière judiciaire au sein de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, ainsi qu'aux aspects y afférents relatifs au parquet, au siège et au ressort ne pourra être apportée que par une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa ;

[...] ».

CADRE NORMATIF

5. En principe, le Conseil d'État examine une proposition de loi qui lui est soumise à la lumière notamment de la Constitution et des traités internationaux pertinents en la matière.

En ce qui concerne le cadre constitutionnel à prendre en considération, il y a lieu de tenir compte en l'occurrence de la manière dont le Président de la Chambre des représentants formule sa demande d'avis. Il demande au Conseil d'État de donner un avis sur la proposition de loi actuellement à l'examen ainsi que sur une autre proposition⁵, et invite à cet égard le Conseil d'État à se prononcer « over de overeenstemming van het [voorliggende] wetsvoorstel met de Grondwet, zoals deze van kracht zal zijn wanneer het hiervoor vermelde voorstel tot herziening [van de Grondwet] door de grondwetgever zal zijn aangenomen ». À cet égard, le président fait spécifiquement référence à la proposition, précitée, visant à insérer un article 157*bis* dans la Constitution.

Dans le passé, le Conseil d'État a déjà donné suite à des demandes visant à obtenir un avis sur un projet ou une proposition de loi à la lumière d'une révision de la Constitution encore inachevée⁶. Le Conseil examinera également la proposition de loi qui lui est soumise, à la lumière de l'article 157*bis* de la Constitution, tel que celui-ci sera rédigé après approbation de la proposition de révision de la Constitution susvisée.

Le présent avis est évidemment donné sous la réserve expresse que le texte de la nouvelle disposition de l'article 157*bis* de la Constitution, telle qu'elle sera finalement, par hypothèse, adopté, sera conforme à la proposition de révision de la Constitution actuellement à l'examen, ou qu'en tout cas, si le texte proposé devait encore faire l'objet de modifications, le texte final aura, à l'égard de la proposition de loi à l'examen, les mêmes effets juridiques que la révision de la Constitution actuellement proposée⁷. En outre, le Conseil d'État peut

⁵ Proposition de loi portant modification du Code électoral, en ce qui concerne le vote des Belges à l'étranger, *Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2139/1 (avis 51.196/AG).

⁶ Voir par exemple C.E., section de législation, avis 13.334/1/2 des 31 mai et 6 juin 1979 sur un projet de loi spéciale des régions et des communautés (*Doc. parl.*, Sénat, 1979, n° 261/1, annexe I, p. 4) ; avis 21.727/AG du 16 septembre 1992 sur une proposition de loi spéciale 'sur les relations internationales des Communautés et des Régions' (*Doc. parl.*, Sénat, 1991-1992, n° 457/2, p. 4) ; avis 21.990/VR du 18 décembre 1992 sur une proposition de loi spéciale 'visant à achever la structure fédérale de l'État' (*Doc. parl.*, Sénat, 1992-1993, n° 558/2, p. 2) ; avis 27.145/4 du 1^{er} décembre 1997 sur une proposition de loi devenue la loi du 25 juin 1998 'régulant la responsabilité pénale des ministres' (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1274/6, p. 2).

On comparera avec l'avis 26.815/2/V du 15 septembre 1997 sur un avant-projet de loi 'instituant un Conseil supérieur de la justice', qui était lié à un avant-projet de révision de la Constitution n'ayant pas encore été approuvé par le Conseil des ministres, et *a fortiori*, non encore déposé au Parlement : « Faute de disposer d'un texte définitif, le Conseil d'État, section de législation, est dans l'impossibilité de procéder à un examen « en parallèle » [de l'article 151 de la loi Constitution] du projet qui lui est soumis ; il doit, en conséquence, se limiter à l'examen de celui-ci, par rapport aux dispositions constitutionnelles en vigueur, en y relevant les dispositions qui s'y avéreraient contraires ou qui nécessiteraient un fondement constitutionnel faisant actuellement défaut ».

⁷ Voir en ce sens, notamment, C.E., section de législation, avis 30.289/2/V du 2 août 2000 sur un projet devenu la loi du 18 juillet 2002 'assurant une présence égale des hommes et des femmes sur les listes de candidatures

uniquement considérer la proposition de révision de la Constitution en fonction de l'interprétation qui doit y être donnée au regard, notamment, des développements de la proposition. Le présent avis est par conséquent donné sous la réserve expresse que, même si le texte de cette proposition de révision de la Constitution reste formellement inchangé, les travaux parlementaires de la révision de la Constitution ne lui donneront pas en fait une autre portée que celle voulue initialement par ses auteurs.

LA PROPOSITION DE LOI SOUMISE POUR AVIS CONSIDÉRÉE À LA LUMIÈRE DE LA
PROPOSITION D'INSERTION DE L'ARTICLE 157BIS DANS LA CONSTITUTION

6. En l'occurrence, il existe un lien particulier entre la proposition de loi soumise pour avis et la proposition de révision de la Constitution précitée.

Les développements relatifs à la proposition de loi et à la proposition de révision de la Constitution comportent en effet, en des termes identiques, l'exposé suivant :

« 3. [...] »

De par son objet, l'entrée en vigueur de cette disposition constitutionnelle doit nécessairement être concomitante à celle de la loi ordinaire qui traduit la réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

À l'instar de ce que le Constituant a fait à l'article 129, § 2, de la Constitution, l'objectif de cette disposition est de donner un fondement constitutionnel au choix de ne plus pouvoir modifier qu'à la majorité spéciale un certain nombre d'éléments essentiels de la réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. C'est le constat que cette réforme touche au cœur des grands équilibres qui œuvrent à la paix communautaire qui justifie - par analogie avec ce que prévoient les autres dispositions de la Constitution qui, à l'identique, touchent à ces grands équilibres - cet ancrage constitutionnel.

Les éléments essentiels et le sens dans lequel ils seront traduits dans la loi sont précisés ci-dessous. Ils sont d'ores et déjà connus du Constituant, dans cette dimension particulière, au moment où il est appelé à se prononcer sur la présente révision constitutionnelle. Ce faisant, celui-ci marque son accord sur les options prises (voir CC, n° 18/90 du 23 mai 1990 et CC, n° 124/2010).

La notion d'« éléments essentiels » figure déjà à l'article 184 de la Constitution.

4. Les éléments essentiels de la réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, qui ne pourront être modifiés que par une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, sont :

1° les règles relatives au changement de langue ou au renvoi vers une juridiction de l'autre rôle linguistique sur demande unilatérale ou de commun accord, selon les modalités prévues par la loi, à savoir :

- les possibilités de demande de changement de langue prévues actuellement par la loi dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles seront maintenues mais le cas échéant transformées en demandes de renvoi compte tenu du dédoublement des juridictions ;

- en matière civile, en ce qui concerne les défendeurs domiciliés dans les 6 communes périphériques ou dans les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale, le pouvoir d'appréciation du juge dans le cadre d'une demande de changement de langue/de renvoi devant toutes les juridictions sera limité aux deux motifs suivants: lorsque le changement de langue est contraire à la langue de la majorité des pièces pertinentes du dossier ou à la langue de la relation de travail. Pour les autorités administratives, la situation reste inchangée et elles restent soumises, si elles introduisent une demande de changement de langue ou de renvoi, au pouvoir d'appréciation du magistrat fondé sur la connaissance de la langue ;

- devant les juridictions néerlandophones ou francophones de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, les parties peuvent demander de commun accord le changement de langue ou le renvoi. Le juge fait droit d'office à cette demande par une décision prononcée sans délai.

2° Les règles relatives à la comparution volontaire devant la juridiction de la langue de leur choix, à savoir que lorsque les parties sont domiciliées dans une des 54 communes de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles et qu'elles parviennent, après la naissance du litige, à un accord au sujet de la langue de la procédure, elles peuvent comparaître de manière volontaire ou introduire une requête conjointe devant les tribunaux néerlandophones ou francophones de leur choix en application de l'article 706 du Code judiciaire, dans les conditions prévues par la loi.

3° Le détachement de magistrats francophones bilingues fonctionnels du parquet de Bruxelles vers celui de Hal-Vilvorde pour le traitement par priorité des affaires francophones, dans les conditions prévues par la loi, à savoir qu'ils prendront par priorité ces affaires en charge dès le choix de la langue française par le suspect et qu'ils sont sous l'autorité du procureur du Roi de Hal-Vilvorde en ce qui concerne l'application des directives de politique criminelle mais sous l'autorité hiérarchique du procureur du Roi de Bruxelles.

4° Le recours direct et de pleine juridiction en cas de violation de ces droits et garanties procédurales, dans les conditions prévues par la loi, à savoir que la loi prévoira que les tribunaux d'arrondissement francophone et néerlandophone réunis connaissent de ce recours et selon une procédure comme en référé, qu'en cas de parité, la voix du président est prépondérante, que la présidence de cette juridiction est assurée alternativement par un magistrat francophone et un magistrat néerlandophone.

5° Le maintien du ressort territorial des juridictions de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, arrondissement qui comprend 54 communes, tel qu'actuellement prévu par la loi.

6° Le maintien du ressort territorial des deux parquets de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles tel que prévu par la loi, à savoir que le parquet est scindé en un

parquet de Bruxelles compétent sur le territoire des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale et un parquet de Hal-Vilvorde compétent sur le territoire de Hal-Vilvorde.

7° La mise sur pied du comité de coordination et les règles en vue d'assurer la concertation entre le parquet de Bruxelles et le parquet de Hal-Vilvorde, dans les conditions prévues par la loi »⁸.

7. Ces développements confirment le lien très étroit qui existe entre la proposition de loi à l'examen et l'article 157*bis*, proposé, de la Constitution.

Ce lien étroit avec l'article 157*bis*, proposé, de la Constitution, n'a cependant pas pour effet de conférer un caractère constitutionnel à la loi proposée même. L'article 157*bis*, proposé, de la Constitution, ne contient en effet pas lui-même les dispositions qui figurent dans la proposition de loi, mais se limite à prévoir qu'une modification des « éléments essentiels » de la réforme que poursuit la proposition de loi ne peut être apportée que par une loi adoptée à une majorité spéciale.

La circonstance que le texte proposé a force de loi implique que le Conseil d'État est compétent pour apprécier si toute la proposition de loi, y compris les « éléments essentiels » visés, est compatible avec la Constitution et les traités internationaux pertinents en la matière.

Il va sans dire que, pour cette appréciation, le Conseil d'État doit tenir compte des développements relatifs à la proposition de révision de la Constitution. Il en ressort en effet que le constituant est lui-même d'avis que les « éléments essentiels » visés de la proposition de loi sont conformes à la Constitution et que, notamment, aucun problème ne se pose en ce qui concerne la compatibilité de ces éléments de la proposition de loi avec les principes d'égalité et de non-discrimination, garantis entre autres par les articles 10 et 11 de la Constitution. Il n'appartient pas au Conseil d'État de remettre en cause cette appréciation du constituant.

Même si le Conseil d'État prenait en considération exclusivement le texte de l'article 157*bis*, proposé, de la Constitution, son appréciation ne serait d'ailleurs pas autre, eu égard à ce qui suit.

Comme l'indique notamment la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour constitutionnelle, lorsque l'on apprécie divers éléments d'une réforme de l'État, il importe de considérer l'ensemble de la réforme⁹. Lorsque l'on cherche à

⁸ Développements relatifs à la proposition d'insertion d'un article 157*bis* dans la Constitution, *Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2141/1, pp. 3-5, n°s 3-4 ; développements relatifs à la proposition de loi portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, *Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2140/1, pp. 4-7, n°s 2-3.

⁹ Voir C.C., 25 mars 2003, n° 35/2003, B.16.6 ; 27 mars 2003, n° 36/2003, B.7 ; 26 mai 2004, n° 96/2004, B.12.3 ; 27 avril 2005, n° 78/2005, B.22.3.

atteindre un équilibre au sein de l'État fédéral au moyen d'un ensemble complexe de règles¹⁰, une certaine limitation des droits fondamentaux ou une certaine différence de traitement entre des catégories de personnes peut se justifier au regard de l'objectif poursuivi par l'ensemble de la réforme¹¹ - « [la sauvegarde d']un intérêt public supérieur »¹² -, à tout le moins dans la mesure où les mesures prises peuvent être raisonnablement considérées comme n'étant pas disproportionnées à l'objectif général poursuivi par le législateur¹³. C'est d'autant plus vrai lorsque « l'équilibre ainsi créé repose sur un large consensus entre les communautés »¹⁴.

Dans une telle matière, c'est par essence au législateur qu'il appartient de juger de quelle manière il y a lieu d'atteindre l'équilibre recherché¹⁵.

Eu égard à la proposition de révision de la Constitution qui doit être adoptée en même temps que la proposition de loi - à la majorité requise à cet effet par la Constitution -, à la marge d'appréciation étendue dont dispose le législateur en cette matière, à l'objectif que les auteurs de la proposition de loi poursuivent, à savoir la pacification communautaire, et aux caractéristiques particulières de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, le Conseil d'État est également d'avis que les éléments essentiels de la proposition de loi à l'examen ne sont pas contraires à la Constitution, et en particulier qu'ils n'emportent pas de violation des principes d'égalité et de non-discrimination garantis par les articles 10 et 11 de la Constitution.

Le Conseil d'État n'aperçoit en outre pas de motif de conclure différemment en ce qui concerne l'appréciation des dispositions concernées au regard du droit international conventionnel.

8. Eu égard à ce qui précède, dans la suite du présent avis, le Conseil d'État fera porter essentiellement son examen sur les éléments non essentiels de la proposition de loi, ainsi que sur la cohérence interne de l'ensemble des dispositions de la proposition de loi et sur la cohérence de ces dispositions avec d'autres règles. Lorsque la nécessité s'en présentera, il fera également des observations d'ordre légistique.

¹⁰ Consulter Cour eur. D.H., 2 mars 1987, Mathieu-Mohin et Clerfayt c. Belgique, *Série A*, vol. 113, § 57. La Cour fait état dans cet arrêt d'un « ensemble complexe de freins et de contrepoids ».

¹¹ Voir C.C., 23 mai 1990, n° 18/90, B.9.2; 25 mars 2003, n° 35/2003, B.13.3. Les développements de la proposition d'insertion d'un article 157bis dans la Constitution indiquent que la réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles « touche au cœur des grands équilibres qui œuvrent à la paix communautaire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2141/1, p. 3, n° 3).

¹² Voir C.C., 23 mai 1990, n° 18/90, B.9.2 ; 25 mars 2003, n° 35/2003, B.13.3.

¹³ Voir C.C., 23 mai 1990, n° 18/90, B.9.2.

¹⁴ C.C., 25 mars 2003, n° 35/2003, B.13.4.

¹⁵ C.C., 26 mai 2003, n° 73/2003, B.9.6.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

9. Selon la proposition d'insertion d'un article 157*bis* dans la Constitution, connexe à la proposition de loi à l'examen, les « éléments essentiels » de la réforme proposée ne pourront être modifiés que par une loi à majorité spéciale. Le délégué confirme que les dispositions de la proposition de loi qui ne portent pas sur des « éléments essentiels » pourront être modifiées par une loi à adopter à la majorité simple et qu'il faudra déterminer au cas par cas si une (partie d'une) disposition législative porte sur un élément essentiel ou non essentiel, de sorte que, selon le cas, la modification pourra être apportée par une loi à majorité spéciale ou simple.

Par souci de sécurité juridique, il est indiqué de scinder la proposition de loi en deux parties, la première regroupant toutes les dispositions concernant les « éléments essentiels » et la seconde toutes les autres dispositions. Ainsi, on pourrait indiquer clairement quelles sont les dispositions qui peuvent uniquement être modifiées par une loi à majorité spéciale, à savoir les dispositions figurant dans la première partie.

10. Il convient, par ailleurs, d'observer que le texte proposé, en tant qu'il comprend des dispositions qui modifient le Code judiciaire, a, à plusieurs reprises, recours à la formule « sans préjudice de », en précisant que certains articles s'appliqueront sans préjudice d'autres dispositions, dispositions qui, elles, sont également contenues dans le Code judiciaire.

Si, au point de vue légistique, une telle manière de procéder peut se justifier, il convient toutefois de veiller à ne pas entraver, en recourant à la formule « sans préjudice de », la lisibilité et la compréhension de la proposition de loi dans son ensemble.

Tel pourrait pourtant être le cas, notamment, à l'article 12 du texte proposé, en tant que celui-ci modifie l'article 150, § 2, du Code judiciaire, en précisant que cette disposition s'appliquera « sans préjudice du paragraphe 3, de l'article 137 et de l'article 138*bis*, paragraphe 3 » du même Code. En effet, l'article 137 auquel il est ainsi fait référence et qui est, lui aussi, modifié par la proposition de loi à l'examen (article 10), précise à son tour qu'il s'appliquera « sans préjudice de l'article 150, paragraphes 2 et 3 » du Code judiciaire ; enfin, l'article 138*bis* du même Code, lui aussi mentionné dans la formule « sans préjudice de » que contient l'article 150 en projet, est également modifié (article 11 de la proposition à l'examen) et précise qu'il s'appliquera « sans préjudice de l'article 150, paragraphe 3 ».

On a ainsi affaire à un renvoi d'un renvoi à un renvoi (articles 137, 138*bis* et 150), le tout « sans préjudice », chaque fois, des deux autres dispositions impliquées. Le risque existe que cette manière de procéder puisse faire naître des doutes sur la portée exacte des dispositions à l'examen, ces doutes pouvant donner lieu à des difficultés d'application.

11. Dans l'arrondissement administratif de Bruxelles, la proposition de loi prévoit la création d'un emploi de procureur du Roi adjoint. Le rôle du magistrat exerçant cette fonction, qui normalement devrait être important compte tenu de l'équilibre linguistique recherché par la proposition, gagnerait à être davantage défini et précisé. En effet, deux dispositions sont seulement consacrées à ses missions : l'article 150^{ter} et l'article 318 proposés du Code judiciaire. En ce qui concerne cette dernière disposition, il semblerait que ce magistrat ne pourrait agir que sur délégation du procureur du Roi auquel il est adjoint.

La même observation vaut pour l'auditeur du travail adjoint.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 2

12. La disposition proposée ne fait pas mention du procureur du Roi adjoint de Bruxelles ni de l'auditeur adjoint de Bruxelles parmi les titulaires d'un mandat spécifique. Interrogés à ce sujet, les délégués ont répondu que le procureur du Roi adjoint est un premier substitut titulaire d'un mandat adjoint dont il est question au 3° de l'article 58^{bis} précité. La même réponse vaut *mutatis mutandis*, pour l'auditeur adjoint. Compte tenu de cette réponse, il conviendrait de compléter en conséquence l'énumération du 3°.

13. S'agissant des missions des procureurs du Roi de Hal-Vilvorde et de Bruxelles, les textes du Code judiciaire ne sont pas les seuls à devoir être adaptés en raison de la réforme envisagée. Il en va ainsi en particulier du Code d'instruction criminelle, notamment, de ses articles 23, alinéa 2 et 628, alinéa 2. Compte tenu du temps disponible pour examiner l'ensemble des propositions de loi relatives à la réforme des institutions, le Conseil d'État n'a pas pu procéder à un relevé exhaustif des dispositions du Code d'instruction criminelle et des lois particulières qui devraient être adaptées.

14. Ainsi d'ailleurs que le prévoit le commentaire de l'article 58^{bis}, 5°, alinéa 2, proposé, il convient, afin de dissiper tout doute, d'écrire au début de l'alinéa : « Pour les juridictions de cet arrondissement judiciaire... ».

15. Il a, par ailleurs, été précisé par les délégués que le procureur du Roi de Bruxelles est seul compétent pour donner son avis pour ce qui concerne les justices de paix des 19 communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles et qu'il en va de même pour ce qui concerne le tribunal de police néerlandophone de Bruxelles. Ceci mériterait d'être repris dans la disposition examinée.

Article 4

16. L'article 72bis proposé contient un certain nombre d'imprécisions qu'il convient dans un souci de sécurité juridique de supprimer.

Il en est ainsi, lorsqu'il est fait état, à l'alinéa 2, de l'implication du président du tribunal de première instance francophone dans les décisions prises par le président du tribunal de première instance néerlandophone en ce qui concerne ses missions à l'égard des justices de paix ayant leur siège dans l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde, à l'alinéa 3, d'une concertation entre les deux présidents s'agissant des justices de paix de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et à l'alinéa 4, de consensus en cas d'application des deux alinéas précédents.

Ces variations terminologiques - « implication », « concertation », « consensus » -, sont source d'incertitude quant à l'intention réelle des auteurs de la proposition dans la mesure où les termes utilisés ne revêtent pas en droit la même signification. S'agit-il d'une obligation de consulter le président du tribunal de première instance francophone lorsqu'il en fait la demande (alinéa 2) ou d'une codécision (alinéa 3) ? Cette dernière solution semble être la bonne dès lors qu'à l'alinéa 4, le recours à la notion de consensus laisse entendre qu'à défaut d'accord entre les deux présidents, il revient au Premier Président de la Cour d'appel de Bruxelles, et ce tant dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2 que dans celle prévue à l'alinéa 3, de « prendre les mesures nécessaires ». Quoi qu'il en soit, il appartient aux chambres législatives de lever toute ambiguïté à ce sujet.

Autre imprécision : l'alinéa 4 précise qu'à défaut de consensus (lire à défaut d'accord) entre les deux magistrats, c'est au premier président de la Cour d'appel de Bruxelles qu'il appartient de prendre « les mesures nécessaires ». Mieux vaut écrire qu'à défaut d'accord, il appartient à ce dernier de prendre lui-même la décision, ce qui ne l'empêche évidemment pas, sans qu'il soit besoin de le préciser dans le texte, de chercher préalablement à concilier les points de vue en présence.

Enfin, tant en ce qui concerne l'alinéa 2 que l'alinéa 3, il convient de prévoir une information réciproque des deux présidents de façon à ce que chacun puisse exercer en connaissance de cause et en temps utile ses compétences.

Les mêmes observations valent également *mutatis mutandis* pour les articles 15bis, 22bis, 22ter et 22quater de la proposition.

Article 12

17. Dans l'article 150, § 2, proposé, il y a lieu de préciser tant au 1° qu'au 2° que le procureur général est celui de Bruxelles.

18. Cette disposition prévoit à l'article 150, § 2, 2°, du Code judiciaire proposé que le procureur du Roi de Bruxelles est assisté « d'un premier substitut, portant de [lire le] titre de procureur-adjoint ».

L'article 318, alinéa 2, proposé, du même Code, tel qu'il est complété par l'article 20 de la proposition, mentionne « le procureur du Roi de Bruxelles ou le procureur du Roi adjoint de Bruxelles ».

L'article 43, § 4^{quater}, alinéa 1^{er}, proposé, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, tel qu'il est complété par l'article 47, 4°, de la proposition, utilise une autre expression pour désigner l'adjoint du procureur du Roi de Bruxelles : « procureur du Roi adjoint ».

Les textes proposés, dans leur version française, seront revus afin de désigner le même magistrat de manière uniforme. L'expression « procureur du Roi adjoint de Bruxelles » est à retenir.

19. Enfin, en ce qui concerne ce même procureur du Roi adjoint, il y a lieu de se référer à l'observation générale sous le n° 11.

20. Dans le paragraphe 3 du texte proposé, il y a lieu de supprimer, à la première phrase, les mots « de changement de langue ou », la seule hypothèse envisageable étant celle d'un renvoi, ce que confirme d'ailleurs la deuxième phrase du même paragraphe où il est seulement question de renvoi.

21. Interrogés à ce sujet, les délégués ont répondu que « les directives de politique criminelle » dont il est question *in fine* du même paragraphe 3 sont celles visées aux articles 26 et 28^{ter} du Code d'instruction criminelle, et non les directives de politique criminelle qui, en vertu de l'article 151 de la Constitution et de l'article 143^{quater} du Code judiciaire, reviennent en propre au Ministre de la Justice de prendre, avec l'avis du collège des procureurs généraux. De l'accord des délégués, le texte à l'examen sera modifié en conséquence.

L'article 15 appelle, *mutatis mutandis*, des observations semblables.

Article 15

22. Cette disposition prévoit à l'article 152, § 2, 2°, du Code judiciaire proposé que l'auditeur du travail de Bruxelles est assisté « d'un premier substitut, portant de [lire le] titre d'auditeur-adjoint ».

L'article 318, alinéa 3, proposé, du même Code, tel qu'il est complété par l'article 20 de la proposition, mentionne « l'auditeur du travail de Bruxelles ou l'auditeur du travail adjoint de Bruxelles ».

L'article 43, § 4^{quater}, alinéa 2, proposé, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, tel qu'il est complété par l'article 47, 4°, de la proposition, utilise une autre expression pour désigner l'adjoint de l'auditeur du travail de Bruxelles : « l'auditeur du travail-adjoint de Bruxelles ».

Les textes proposés, dans leur version française, seront revus afin de désigner le même magistrat de manière uniforme. L'expression « auditeur du travail adjoint de Bruxelles » est à retenir.

Article 15bis

23. À l'article 186bis, alinéa 2 nouveau, proposé, il convient de préciser, à la fin du texte : « ... et des juges de paix et des juges de paix de complément dans le tribunal de police néerlandophone dont le siège est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ».

24. Dans le même article, à l'alinéa 3 nouveau, proposé, il y a lieu de préciser que les juges de paix et les juges de paix de complément sont ceux de l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde.

25. L'alinéa 4 nouveau proposé déroge à l'alinéa qui précède. Pour faire ressortir ceci du texte proposé, il conviendrait de le faire précéder des mots « Par dérogation à l'alinéa 3 ... ».

26. Comme en ont convenu les délégués, à l'alinéa 7 nouveau, proposé, la référence aux alinéas qui précèdent est inexacte. Il s'agit en réalité des alinéas 3, 4 et 6 nouveaux, proposés. Le texte de l'alinéa examiné sera modifié en conséquence.

Article 17

27. L'alinéa 3 de l'article 206 du Code judiciaire est abrogé. Du fait de cette abrogation, il convient d'adapter l'alinéa 6 de cette disposition qui fait également référence à l'alinéa 3 supprimé et à l'alinéa 4. Or, du fait de cette abrogation, seule une référence à l'alinéa 3 reste cohérente, cet alinéa 3 étant désormais l'ancien alinéa 4.

Article 18

28. De l'accord des délégués, il y a également lieu dans l'énumération des mots à remplacer à l'article 259*quater*, § 6, alinéa 3, actuel, de citer les mots « auditeur du travail près le tribunal du travail de Bruxelles ».

Article 19

29. De l'accord des délégués, il y a lieu à l'article 288, alinéa 11, proposé de viser également des greffiers chefs de service visés à l'article 263 du Code judiciaire et d'omettre les greffiers adjoints, la fonction de greffier adjoint ayant été supprimée par la loi du 25 avril 2007 modifiant le Code judiciaire, notamment les dispositions relatives au personnel judiciaire de niveau A, aux greffiers et aux secrétaires ainsi que les dispositions relatives à l'organisation judiciaire.

Article 20

30. L'article 20 a pour objet d'adapter l'article 318 du Code judiciaire à la création des nouvelles juridictions en ce qui concerne le service d'audience des membres du parquet.

Par conséquent, dans les deux alinéas proposés qui complèteront le texte actuel de l'article 318, il faut, chaque fois, écrire « le service d'audience des membres du parquet, pour le tribunal ... », et non « le service d'audience du tribunal ... » car ce dernier est réglé par l'article 316 du Code judiciaire pour les juges.

En ce qui concerne le rôle respectif du procureur du Roi de Bruxelles et de son adjoint, de même que celui de l'auditeur du travail de Bruxelles et de son adjoint, il est fait référence à l'observation générale sous le n° 11.

Article 21

31. En ce qui concerne les substituts du procureur du Roi et les substituts de l'auditeur du travail de l'arrondissement administratif de Bruxelles détachés auprès du parquet ou de l'auditorat du travail de l'arrondissement de Hal-Vilvorde, il serait de bonne administration que leurs congés soient fixés respectivement par le procureur du Roi et l'auditeur du travail de l'arrondissement de Hal-Vilvorde, ces derniers étant les mieux à même de prendre en compte les nécessités du service.

Article 22ter

32. L'article 22ter tend à compléter l'article 403, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

Il confie aux procureurs du Roi de Hal-Vilvorde et de Bruxelles agissant conjointement la surveillance sur le greffier en chef, les greffiers-chefs de service, les greffiers, les experts, les experts administratifs, les experts ICT, les assistants et les collaborateurs du tribunal de première instance et du tribunal de commerce néerlandophones.

Pour ce qui est du procureur du Roi de Bruxelles, agissant seul, il exerce la surveillance, notamment, sur les greffiers en chef et les greffiers des justices de paix et, selon le texte français, « du tribunal de police dont le siège est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale » tandis que le texte néerlandais cite « de politierechtbanken met zetel in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad ». Comme il y a deux tribunaux de police dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, l'un francophone, l'autre néerlandophone, il convient que le texte soit identique dans les deux langues.

Article 29

33. L'attention des chambres législatives est attirée sur le fait que le projet de loi portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse, adopté par la Chambre et actuellement examiné par le Sénat ¹⁶, rétablit déjà l'article 638 du Code judiciaire.

Article 31

34. Le Conseil d'État constate que l'article 30 de la proposition modifie l'article 1^{er}, section 5, de l'annexe du Code judiciaire pour consacrer l'existence de l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde mais que l'existence de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est fixée en vertu de l'article 31 à l'article 3, point 7, de la

¹⁶ Doc. parl., Sénat, 2010-2011, n° 5-1189.

même annexe alors que cette dernière disposition traite des limites territoriales des tribunaux de police. Mieux vaudrait consacrer l'existence de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale dans la section 4 de l'article 1^{er} de l'annexe précitée, qui fixe les différents cantons judiciaires de Bruxelles-Capitale.

Interrogés, les délégués ont abondé dans le même sens.

Articles 34bis et 35

35. Selon l'article 4 actuel de la loi du 15 juin 1935 'concernant l'emploi des langues en matière judiciaire', le demandeur qui assigne le défendeur devant les juridictions de première instance de l'arrondissement de Bruxelles ou devant le tribunal de police de cet arrondissement, devra rédiger son acte introductif en français si le défendeur est domicilié dans la région de langue française ou en néerlandais si au contraire, il est domicilié en région de langue néerlandaise. Si le défendeur est domicilié dans une commune de l'agglomération bruxelloise, le demandeur fait le choix du français ou du néerlandais.

Le défendeur peut, quant à lui, demander que la procédure soit poursuivie dans une autre langue ou renvoyée devant une autre juridiction.

Les dispositions en projet manquent de clarté. En effet, le changement de langue n'est désormais possible que devant le juge de paix, vu le dédoublement linguistique des autres juridictions. Il ne saurait dès lors être question que d'un renvoi de l'affaire devant une juridiction de même ordre que celle qui a été à l'origine saisie, mais d'un « rôle » linguistique différent.

36. Interrogés sur le point de savoir s'il ne serait pas souhaitable de prévoir que sauf devant le juge de paix où le changement de langue s'effectue sans renvoi à une autre justice de paix, le renvoi se fait vers la juridiction de même ordre de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles dont la langue de la procédure correspond à celle qui fait l'objet de la demande, les délégués ont répondu par l'affirmative. Le texte doit être complété en conséquence.

37. À l'article 34bis proposé, il y a lieu dans la version française de lire *in fine* « poursuivie dans l'autre langue » au lieu de « poursuivre dans l'autre langue ».

Article 39

38. La même question que celle mentionnée ci-dessus au n° 36 a été posée aux délégués à propos de l'hypothèse où le changement de langue est demandé de commun accord par les parties devant le tribunal de première instance, de commerce, du travail ou de police

francophone ou néerlandophone de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, et a reçu la même réponse. Le texte examiné devra être adapté en conséquence.

Article 40

39. L'article 7, § 2, proposé, de la loi précitée prévoit que le recours prévu à l'article 23^{quater} proposé est ouvert contre la décision du juge relative à la demande de changement de langue introduite de commun accord par toutes les parties à la cause alors qu'il ressort du même texte que, saisi d'une telle demande, le juge est tenu d'y faire droit. (« Le juge ordonne d'office le renvoi ... »). Il y a là apparemment une contradiction.

Interrogés, les délégués ont répondu comme suit :

« Dès lors que la compétence du juge est effectivement liée en cas de demande de commun accord, cette hypothèse vise l'éventuel refus pour un motif de procédure ».

Dans un souci de sécurité juridique, il conviendrait de préciser, à tout le moins dans les travaux parlementaires, quels pourraient être ces motifs de procédure.

40. Le texte actuel de l'article 7, § 2, prévoit que la décision du juge d'ordonner le renvoi n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel.

La disposition proposée fait état d'un recours, prévu à l'article 23^{quater} proposé, mais ce recours n'est organisé que contre les décisions prises par les juridictions civiles et les tribunaux de police de l'arrondissement de Bruxelles.

Interrogés sur le point de savoir si les décisions prises par les autres juges en vertu de cet article 7, § 2, proposé, sont ou non susceptibles d'opposition ou d'appel, les délégués ont répondu :

« L'intention des auteurs de la proposition est effectivement de ne prévoir un recours que contre les décisions des juridictions civiles et du tribunal de police de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, et non contre les décisions des autres juridictions ».

41. Le texte proposé laisse incertaine la question de savoir à partir de quelle date une décision prise par une juridiction autre que les juridictions civiles et les tribunaux de police de l'arrondissement de Bruxelles est exécutoire.

Interrogés, les délégués ont répondu :

« Effectivement, la disposition devra être complétée de manière à prévoir que lorsque le recours prévu à l'article 23^{quater} proposé n'est pas ouvert, la décision est exécutoire immédiatement et n'est pas susceptible ni d'opposition, ni d'appel. Bien entendu, un pourvoi en cassation est toujours possible ».

42. Au paragraphe 2 proposé, il y a lieu d'avoir égard au fait qu'en l'absence de décision, un acte du greffier la constatant est nécessaire pour que le changement de langue puisse s'effectuer et que c'est cet acte qui sera exécutoire sur minute.

43. Interrogés, les délégués ont répondu qu'oublié par inadvertance, l'alinéa 4 actuel de l'article 7, § 2, de la loi du 15 juin 1935 précitée doit être maintenu.

44. Dans la version néerlandaise de l'article 7, § 2, proposé, le terme « plaatselijke » doit être remplacé par le terme « territoriale ».

Article 45

45. À l'article 23^{quater} proposé, de la loi précitée, il est prévu, à l'alinéa 1^{er}, que les tribunaux d'arrondissement statuent comme en référé. Il appartient aux chambres législatives d'examiner dans quelle mesure les articles 1035 à 1038, ainsi que les articles 1040 et 1041 du Code judiciaire doivent être déclarés *mutatis mutandis* applicables, et ce dans l'intérêt de la sécurité juridique.

46. Au même alinéa 1^{er}, les délégués ont précisé que par « juridictions civiles », il y a lieu d'entendre les tribunaux de première instance, de commerce et du travail, les justices de paix ainsi que les tribunaux de police statuant au civil de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

En rapport avec la référence faite par le texte proposé à l'article 23 de la loi précitée, les délégués ont également précisé qu'en ce qui concerne les juridictions pénales, les tribunaux de police de Bruxelles et de Hal-Vilvorde sont seuls concernés par le recours.

47. À l'alinéa 3 du même article, il convient, comme en ont convenu les délégués, de préciser que la prescription n'est suspendue que dans les affaires où le tribunal agit en matière répressive et non, par exemple, lorsqu'il intervient en matière civile pour le roulage.

48. Comme en ont convenu les délégués, c'est aux greffiers des tribunaux d'arrondissement siégeant conjointement qu'il incombe de notifier la décision.

49. Enfin, dans la version française de l'article 23^{quater} proposé, il y a lieu d'écrire : « Les tribunaux d'arrondissement francophone et néerlandophone... ».

Article 47

50. Tel que l'article 43, § 1^{er}, est modifié par la proposition et compte tenu de la modification apportée à l'article 1^{er} de la loi précitée par l'article 33 de la proposition, seules les personnes qui auront justifié par leur diplôme qu'elles ont subi les examens de « doctorat » (ce pourrait être l'occasion d'adapter la terminologie) en droit en langue française pourront être nommées dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, sauf pour les fonctions qui sont visées au paragraphe 3 et au paragraphe 4*bis* du même article.

Le paragraphe 1^{er} vise en effet les nominations « dans les provinces et arrondissements énumérés à l'article 1^{er} ». Or, la modification apportée par l'article 33 a pour effet que l'arrondissement judiciaire de Bruxelles est effectivement énuméré à l'article 1^{er}.

Est-ce bien l'intention ? En outre, il est à relever qu'aucune disposition de la loi précitée telle que modifiée par la présente proposition ne dispose que pour être nommé dans les tribunaux néerlandophones de Bruxelles, il faut justifier par son diplôme avoir subi les examens en droit en langue néerlandaise.

Interrogés à ce sujet, les délégués ont répondu :

« L'intention n'est évidemment pas de limiter l'accès à la fonction de juge au sein de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles aux seuls titulaires d'un diplôme de droit délivré par une université francophone. La proposition devra être effectivement corrigée, notamment pour prévoir que les magistrats des juridictions visées à l'article 2 de la loi du 15 juin 1935 en ce compris donc les magistrats des tribunaux néerlandophones de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles devront justifier par leur diplôme qu'ils ont subi les examens de licencié ou de master en droit en langue néerlandaise ».

51. Les notions de connaissance approfondie et de connaissance fonctionnelle ne sont pas des notions consacrées par la loi précitée. Son article 43*quinquies* se limite à prévoir deux types d'examen en vue de la vérification de la connaissance de l'autre langue et n'exige, dans sa version actuelle, la réussite du deuxième examen que dans un nombre de cas limitativement énumérés. Il suffit dès lors de se référer sans plus à la disposition relative au premier ou au deuxième examen selon le niveau d'exigence requis.

Cette observation vaut également pour l'article 48 de la proposition examinée.

52. Au paragraphe 4*quater*, la référence à la notion de « rôle linguistique » est inadéquate car elle ne correspond pas à la terminologie de la loi précitée. Mieux vaut s'en tenir à cette terminologie en visant la langue du diplôme comme dans les autres dispositions de cette loi.

53. À l'article 43, § 4*quater*, proposé, il est prévu que le procureur du Roi de Bruxelles appartient au « rôle » linguistique français et le procureur du Roi adjoint de

Bruxelles, au « rôle » linguistique néerlandais. Il convient que les chambres législatives puissent justifier de ces exigences linguistiques qui ont pour effet de réserver exclusivement ces fonctions dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale à des magistrats dont la langue du diplôme est soit le français soit le néerlandais dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Article 48

54. À l'article 43, § 5, alinéa 1^{er}, proposé, il convient de préciser que c'est dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles qu'un tiers de magistrats bilingues est requis.

En tant qu'est utilisée la notion de « connaissance approfondie », référence est faite à l'observation n° 51.

55. Au paragraphe 5, alinéa 6, proposé de ce même article 43 il est prévu que les cadres sont définis sur la base « entre autres » de la mesure de la charge de travail des dossiers dans les langues respectives au moyen d'un système d'enregistrement uniforme, au plus tard le 1^{er} juin 2014. Les mots « entre autres » sont, par nature, indéfinis. Il appartient aux chambres législatives d'énumérer, de manière limitative, dans le texte examiné, les critères qui, outre la mesure de la charge de travail, serviront à l'établissement des cadres. Cette exigence de sécurité juridique est d'autant plus grande que, comme le précise la disposition sous examen, les cadres doivent être établis au plus tard le 1^{er} juin 2014.

L'alinéa 7 proposé attribue au ministre de la Justice le pouvoir d'adopter les paramètres et la méthodologie de la mesure de la charge de travail et de prendre toutes les autres mesures nécessaires. Le Conseil d'État n'aperçoit aucune raison qui en l'espèce pourrait justifier qu'il soit dérogé au pouvoir qui revient constitutionnellement au Roi d'assurer l'exécution des lois.

En outre, s'il se conçoit que priorité soit donnée quant à la mesure de la charge de travail à l'arrondissement judiciaire de Bruxelles eu égard à la situation particulière qui est la sienne, la question se pose de la combinaison de la disposition examinée avec l'article 352*bis* du Code judiciaire et, singulièrement, celle de la compatibilité entre les paramètres et la méthodologie utilisés d'une part, pour l'arrondissement judiciaire de Bruxelles et, d'autre part, pour les autres arrondissements judiciaires. Le membre de phrase « sans préjudice de l'article 352*bis* » n'apporte aucun éclaircissement à cet égard.

56. En attendant les résultats de la mesure de la charge de travail, les cadres organiques et linguistiques sont fixés temporairement. La question se pose de savoir si, bien que temporaires, ces modifications ne doivent pas se traduire par une modification des législations ayant pour objet spécifique de déterminer le cadre de chaque juridiction de l'ordre judiciaire, fût-ce au titre de la sécurité juridique.

57. Dans l'article 43, § 5bis nouveau, proposé, il est de même prévu en ce qui concerne le parquet de Hal-Vilvorde que le nombre des substituts, tel qu'il est fixé dans la proposition, est susceptible d'être revu à la suite d'une évaluation réalisée dans les trois ans de l'entrée en vigueur de la disposition à l'examen. Cette dernière, à la différence des paragraphes 6 et 7, ne fournit aucune indication quant aux critères sur la base desquels cette évaluation sera effectuée, sur la méthodologie à suivre et sur le délai dans lequel elle devra être réalisée.

La même observation vaut pour le paragraphe 5quater, alinéa 2, proposé.

58. Dans l'attente de la fixation des cadres et des cadres linguistiques propres aux tribunaux francophones et néerlandophones sur la base de la mesure de la charge de travail, la disposition examinée prévoit que les cadres francophones et néerlandophones des tribunaux sont fixés selon des clés de répartition variables : 20 % - 80 %, 40 % - 60 % des cadres existants au moment de l'entrée en vigueur de la disposition, en y ajoutant les magistrats de complément (article 43, § 5, nouvel alinéa 9 proposé).

Il est également prévu que le nombre de magistrats néerlandophones peut être de 27 % pendant une période transitoire (article 43, § 5, nouvel alinéa 12 proposé).

En ce qui concerne le nombre de substituts du parquet de Hal-Vilvorde et du parquet de Bruxelles, celui-ci est également fixé selon une clé de répartition : 20 % - 80 %. (article 43, § 5bis, proposé). Il en va de même des auditeurs du travail (article 43, § 5ter, proposé).

Selon les déclarations des délégués, la fixation des cadres ne constitue pas un de ces « éléments essentiels » de la réforme qui ne peuvent être modifiés par la suite que par une loi spéciale, ce qui peut se comprendre eu égard au caractère évolutif des besoins en magistrats et en personnel d'appui.

Les développements de la proposition de loi et, en particulier, le commentaire de la disposition examinée ne fournissent aucune information quant à la manière dont ces clés de répartition ont été établies. Si, comme l'intention en est exprimée dans le commentaire de l'article, la proposition de loi entend lutter contre l'arriéré judiciaire, les chambres législatives doivent être en mesure de justifier que les pourcentages retenus sont en rapport raisonnable avec l'objectif poursuivi, tant en ce qui concerne les tribunaux francophones et néerlandophones qu'en ce qui concerne les magistrats du parquet et le personnel d'appui. L'attention est, à cet égard, attirée sur la responsabilité que l'État législateur est susceptible d'encourir en cas de dépassement du « délai raisonnable ».

59. Les observations de forme suivantes doivent également être formulées, sans exhaustivité :

a) À l'article 43, § 5, alinéa 2, proposé, il y a lieu de reproduire l'ensemble de la phrase dont l'abrogation est envisagée.

b) À l'article 43, § 5, alinéa 12, proposé, on écrira « de l'article 51, alinéa 1^{er}, de la loi du ... portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles » plutôt que « de la réforme visée à l'article 51, alinéa 1^{er} ».

c) Dans le même ordre d'idée, il y a lieu, dans les paragraphes 5^{ter}, alinéa 1^{er}, et 5^{quinquies}, alinéa 1^{er}, proposés, de renvoyer non pas à « la présente loi », cette dernière étant la loi du 15 juin 1935 'concernant l'emploi des langues en matière judiciaire', mais à « la présente disposition », à l'instar de ce qui est disposé au paragraphe 5, alinéa 9, 1^o et 2^o, proposé, qui renvoie alors bien à l'entrée en vigueur de cette disposition, telle qu'insérée par la loi proposée.

Ces deux dernières observations sont faites sous réserve des observations n^{os} 61 à 63 sous l'article 51.

Article 50

60. Au 2^o, dans la version française, le mot « de » doit être ajouté au début du texte dont le remplacement est envisagé.

Dans la version néerlandaise, c'est le mot « met » qui doit être ajouté au texte à remplacer.

Article 51

61. Selon l'article 51, alinéa 1^{er}, la loi proposée entre en vigueur « dès que chacun des nouveaux cadres et chacun des cadres linguistiques sont remplis à 90 % fixés conformément aux articles 47 à 49 » (lire : « ... et chacun des cadres linguistiques fixés conformément aux articles 47 à 49 sont occupés à 90 % »).

Une simple référence à une circonstance de fait ne permet toutefois pas de déterminer la date d'entrée en vigueur de la loi proposée d'une manière suffisamment claire et certaine¹⁷. Si les chambres législatives entendent conserver ce mode d'entrée en vigueur, elles doivent prévoir l'obligation de publier la survenance de cette circonstance de fait dans

¹⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 152.3.

un avis au Moniteur belge et subordonner l'entrée en vigueur de la loi proposée à cette publication.

Le législateur peut bien entendu déléguer au Roi la fixation de la date d'entrée en vigueur, le cas échéant en association avec la fixation d'une date ultime d'entrée en vigueur¹⁸.

62. L'article 51, alinéa 2, de la proposition de loi dispose que le chapitre 6 (qui ne comporte que cet article 51) et les articles 47 à 49 entrent en vigueur à la date de publication de la loi proposée au Moniteur belge « comme normes de référence en vue de permettre les recrutements nécessaires suite à la publication des places déclarées vacantes, dans l'attente des cadres définitifs fixés - entre autres - selon la mesure de la charge de travail ».

En réponse à la question de savoir si la formulation utilisée signifie que certains aspects (et si oui, lesquels) des articles 47 à 49 entreraient ultérieurement en vigueur, les délégués ont déclaré que selon les auteurs de la proposition de loi, les articles 47 à 49 entrent en vigueur le jour de la publication de la loi au Moniteur belge.

Sur la base de cette déclaration, il peut être établi que l'intention est de faire entrer en vigueur les articles 47 à 49 intégralement et de manière inconditionnelle à la date précitée et que le renvoi aux « normes de référence » à l'article 51, alinéa 2, doit uniquement être conçu comme une précision de l'intention de faire entrer en vigueur immédiatement les articles 47 à 49¹⁹, plutôt que comme une limitation de cette entrée en vigueur immédiate à certains aspects de ces articles. Vu le manque de clarté des termes utilisés, une telle limitation porterait d'ailleurs atteinte au principe de sécurité juridique et à la transparence de la législation, dès lors qu'il ne serait pas déterminé avec précision quels aspects des articles 47 à 49 entreraient immédiatement en vigueur conformément à l'article 51, alinéa 2, et quels aspects n'entreraient en vigueur qu'ultérieurement, conformément à l'article 51, alinéa 1^{er}.

Le membre de phrase « comme normes de référence en vue de permettre les recrutements nécessaires suite à la publication des places déclarées vacantes, dans l'attente des cadres définitifs fixés - entre autres - selon la mesure de la charge de travail » doit donc être omis de l'article 51, alinéa 2.

63. Lors du règlement de l'entrée en vigueur de la loi proposée, il faut en outre tenir compte de la disposition transitoire de la proposition insérant un article 157bis dans la Constitution²⁰. Selon cette disposition transitoire, le législateur fixe l'entrée en vigueur de la

¹⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-5-2-1.

¹⁹ Pareille précision de la portée d'une disposition a sa place dans les développements relatifs à une proposition de loi et non dans le texte de la proposition. Elle peut, le cas échéant, encore être exposée par le législateur pendant les travaux parlementaires.

²⁰ *Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2141/1.

disposition constitutionnelle proposée et la date d'entrée en vigueur correspond « à la date d'entrée en vigueur de la loi portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles », l'acte législatif proposé étant indéniablement visé par ces termes.

La proposition de loi à l'examen, pas plus que l'une des autres propositions de loi sur lesquelles le Conseil d'État donne ce jour son avis, ne comporte toutefois une disposition réglant l'entrée en vigueur de la disposition constitutionnelle proposée. Cette lacune peut être comblée en remplaçant à l'article 51, alinéa 1^{er}, les mots « La présente loi entre » par « La présente loi, ainsi que la disposition constitutionnelle du ... insérant un article 157*bis* dans la Constitution, entrent ».

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond¹, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Daarnaast bevat dit advies ook opmerkingen over andere punten. Daaruit mag echter niet worden afgeleid dat de afdeling Wetgeving binnen de haar toegemeten termijn een exhaustief onderzoek van het wetsvoorstel heeft kunnen verrichten.

*

STREKKING VAN HET VOORSTEL

2. Het voor advies voorgelegde wetsvoorstel strekt ertoe het gerechtelijk arrondissement Brussel op een aantal punten te hervormen. Die wijzigingen komen erop neer dat het parket wordt opgesplitst en de zetel wordt ont dubbeld.

Het gerechtelijk arrondissement Brussel wordt samengesteld uit twee administratieve arrondissementen: het arrondissement Halle-Vilvoorde en het arrondissement Brussel-Hoofdstad. Het parket van het gerechtelijk arrondissement Brussel wordt op die territoriale basis opgesplitst in een parket van Halle-Vilvoorde en een parket voor het grondgebied van de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De zetel van het gerechtelijk arrondissement wordt niet op die territoriale basis gesplitst, maar zal ont dubbeld worden op basis van de taal zodat er Franstalige rechtbanken en Nederlandstalige rechtbanken zullen zijn voor heel het gerechtelijk arrondissement Brussel². Parket en zetel worden dus op een asymmetrische manier in twee gedeeld: het parket wordt territoriaal gesplitst, de zetel wordt ont dubbeld op basis van taal.

Deze wijzigingen hebben onder meer tot gevolg dat de taalvereisten voor magistraten aangepast worden. Een derde van de magistraten van de Franstalige rechtbanken en een derde van de magistraten van de Nederlandstalige rechtbanken zullen “functioneel” tweetalig moeten zijn. Het parket van Brussel zal samengesteld zijn uit een vijfde Nederlandstaligen en vier vijfde Franstaligen. Het parket van Halle-Vilvoorde zal samengesteld zijn uit een derde “functioneel” tweetaligen. “Functioneel” tweetalige Franstalige parketmagistraten (overeenstemmend met een vijfde van het aantal Nederlandstalige magistraten van Halle-Vilvoorde) worden van het parket van Brussel gedetacheerd naar het parket van Halle-Vilvoorde om daar Franstalige zaken te behandelen.

¹ Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met hogere rechtsnormen verstaan.

² Het betreft zowel de rechtbank van eerste aanleg, de rechtbank van koophandel, de arbeidsrechtbank en de arrondissementsrechtbank. Wat de politierechtbanken betreft wordt enkel de politierechtbank van Brussel ont dubbeld.

De opsplitsing en de ontubbeling hebben ook tot gevolg dat er nieuwe kaders dienen vastgesteld te worden. Er zullen aparte taalkaders worden opgericht voor de Nederlandstalige rechtbanken en voor de Franstalige rechtbanken. In afwachting van het vaststellen van de kaders volgens onder andere de werklastmeting zullen het Nederlandstalig kader en het Franstalig kader van de politierechtbank, van de arbeidsrechtbank en van de rechtbank van eerste aanleg overeenstemmen met respectievelijk 20 % en 80 % van het huidige kader, met inbegrip van de toegevoegde magistraten. Gedurende het jaar dat volgt op de datum van inwerkingtreding van de voorgestelde wet kan het aantal Nederlandstalige magistraten tot 27 % stijgen. Wat de rechtbank van koophandel betreft, zal deze verdeling 40 % Nederlandstaligen en 60 % Franstaligen van het huidige kader bedragen, met inbegrip van de toegevoegde magistraten. Het parket van Halle-Vilvoorde zal worden samengesteld uit 20 % van het huidige kader van het parket van Brussel (dat thans bevoegd is voor de gemeenten van de arrondissementen Brussel en Halle-Vilvoorde), met inbegrip van de toegevoegde magistraten. Binnen drie jaar na de invoering van de hervorming zal, op vraag van één van beide betrokken procureurs des Konings, de relevantie van dit percentage kunnen worden geëvalueerd. In afwachting van het vaststellen van de kaders, onder andere volgens de werklastmeting, zal het parket van Brussel voortaan samengesteld zijn uit een vijfde Nederlandstaligen en vier vijfde Franstaligen. De werklastmeting zal er niet toe mogen leiden dat het respectieve aantal magistraten in elke taalgroep vermindert.

Artikel 51 van het wetsvoorstel bepaalt dat de voorgestelde wet in werking treedt zodra de kaders en elk van de taalkaders bepaald overeenkomstig de artikelen 47 tot 49 voor 90 % zijn ingevuld. In afwijking daarvan treden de artikelen 47 tot 49 en 51 in werking de dag waarop de voorgestelde wet in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, als referentienormen om de nodige aanwervingen toe te laten ingevolge de bekendmaking van de vacant verklaarde plaatsen, in afwachting van de definitieve kaders vastgesteld op basis van - onder andere - de werklastmeting.

3. Het wetsvoorstel moet, aldus de toelichting, gelezen worden in samenhang met een voorstel tot invoeging van een artikel 157bis in de Grondwet³. Dit voorstel tot herziening van de Grondwet, dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, is bij de Kamer van

³ Parl. St., Kamer, 2011-12, nr. 53-2141/1.

volksvertegenwoordigers ingediend nadat artikel 195 van de Grondwet is aangevuld met een overgangsbepaling.⁴

Volgens het voorgestelde artikel 157bis kunnen “de essentiële elementen van de hervorming met betrekking tot het gebruik der talen in gerechtszaken in het gerechtelijk arrondissement van Brussel, alsook de ermee overeenstemmende aspecten inzake het parket, de zetel en het rechtsgebied, [...] slechts worden gewijzigd bij een wet die is aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, [van de Grondwet] bepaalde meerderheid”.

Aan de regels die deze essentiële elementen vaststellen kan dus geen wijziging worden aangebracht dan bij een wet aangenomen bij bijzondere meerderheid.

BEVOEGDHEID VAN DE RAAD VAN STATE

4. Volgens artikel 2, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, dient de afdeling Wetgeving van beredeneerd advies “over de tekst van alle ontwerpen of voorstellen van wet, van decreet en van ordonnantie, of van amendementen op deze ontwerpen en voorstellen, die bij haar door de Voorzitter van de Senaat, van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, van een Gemeenschaps- of Gewestparlement, van de Franse Gemeenschapscommissie of van de Verenigde Vergadering respectievelijk bedoeld in het derde en het vierde lid van artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zijn aanhangig gemaakt”. Noch deze bepaling, noch een andere bepaling van de wetten op de Raad van State, maakt melding van de mogelijkheid om voorstellen (of ontwerpen) tot herziening van de Grondwet aan de Raad van State voor te leggen.

Uit het ontbreken van een uitdrukkelijke vermelding van de mogelijkheid om advies uit te brengen over een voorstel (of een ontwerp) tot herziening van de Grondwet, volgt dat de Raad van State niet bevoegd is om over een zodanig voorstel (of ontwerp) advies uit te brengen. De Raad van State is te dezen trouwens niet gevraagd om advies te geven over het genoemde voorstel tot herziening van de Grondwet.

⁴ Bij de herziening van artikel 195 van de Grondwet van 29 maart 2012 is artikel 195 aangevuld met een overgangsbepaling, luidend als volgt:

“Evenwel kunnen de Kamers, samengesteld ingevolge de vernieuwing van de Kamers van 13 juni 2010, in overeenstemming met de Koning, beslissen over de herziening van de volgende bepalingen, artikelen en groeperingen van artikelen, uitsluitend in de hierna aangeduide zin:

[...]

10° titel III, hoofdstuk VI, om een bepaling in te voegen om erin te voorzien dat geen wijziging kan worden aangebracht aan de essentiële elementen van de hervorming met betrekking tot het gebruik der talen in gerechtszaken in het gerechtelijk arrondissement Brussel alsook aan de ermee overeenstemmende aspecten inzake het parket, de zetel en het rechtsgebied, dan bij een wet, aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid;

[...]”.

NORMATIEF KADER

5. In beginsel onderzoekt de Raad van State een aan hem voorgelegd wetsvoorstel in het licht van onder meer de Grondwet en de internationale verdragen die ter zake relevant zijn.

Wat betreft het in aanmerking te nemen grondwettelijk kader, dient te dezen rekening te worden gehouden met de wijze waarop de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers zijn adviesaanvraag formuleert. Hij verzoekt de Raad van State om advies te geven over het thans voorliggende wetsvoorstel en over een andere voorstel⁵, en nodigt de Raad daarbij uit om zich uit te spreken. Daarbij verwijst de Voorzitter specifiek naar het hiervóór genoemde voorstel tot invoeging van een artikel 157*bis* in de Grondwet.

In het verleden is de Raad van State reeds ingegaan op verzoeken om advies te geven over een ontwerp of voorstel van wet in het licht van een herziening van de Grondwet die nog niet helemaal haar beslag heeft gekregen⁶. De Raad zal ook het voorliggende wetsvoorstel onderzoeken in het licht van artikel 157*bis* van de Grondwet, zoals dit zal luiden na goedkeuring van het hiervóór genoemde voorstel tot herziening van de Grondwet.

Uiteraard wordt het voorliggende advies gegeven onder het uitdrukkelijke voorbehoud dat de tekst van de nieuwe bepaling van artikel 157*bis* van de Grondwet, zoals die per hypothese uiteindelijk zal worden aangenomen, in overeenstemming zal zijn met het thans voorliggende voorstel tot herziening van de Grondwet, of dat die uiteindelijke tekst in elk geval, mochten in de voorgestelde tekst nog wijzigingen worden aangebracht, ten aanzien van het onderzochte wetsvoorstel dezelfde rechtsgevolgen zal hebben als de thans voorgestelde herziening van de Grondwet⁷. Bovendien kan de Raad van State alleen maar

⁵ Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek, wat betreft het stemrecht van de Belgen in het buitenland, *Parl. St.*, Kamer, 2011-12, nr. 53-2139/1 (advies 51.196/AV).

⁶ Zie bijvoorbeeld R.v.St., afd. Wetgeving, advies 13.334/1/2 van 31 mei en 6 juni 1979 over een ontwerp van 'bijzondere gewest- en gemeenschapswet', *Parl. St.*, Senaat, 1979, nr. 261/1, bijlage I, p. 4; advies 21.727/AV van 16 september 1992 over een voorstel van bijzondere wet 'betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten' (*Parl. St.*, Senaat, 1991-92, nr. 457/2, p. 5; advies 21.990/VR van 18 december 1992 over een voorstel van bijzondere wet 'tot vervollediging van de federale staatsstructuur' (*Parl. St.*, Senaat, 1992-93, nr. 558/2, p. 2); advies 27.145/4 van 1 december 1997 over een wetsvoorstel dat geleid heeft tot de wet van 25 juni 1998 'tot regeling van de strafrechtelijke aansprakelijkheid van ministers' (*Parl. St.*, Kamer, 1997-98, nr. 1274/6, p. 2).

Men vergelijkte met advies 26.815/2/V van 15 september 1997 over een voorontwerp van wet 'houdende instelling van een Hoge Raad voor de Justitie', dat verband hield met een voorontwerp tot grondwetsherziening dat nog niet door de Ministerraad was goedgekeurd, laat staan dat het reeds bij het parlement was ingediend: "Bij gebrek aan een definitieve tekst kan de afdeling wetgeving van de Raad van State het ontwerp dat aan haar is voorgelegd niet in het licht van dat artikel [151 van de Grondwet] onderzoeken; ze moet haar onderzoek van dit ontwerp dus beperken tot een toetsing aan de geldende grondwetsbepalingen door te wijzen op de bepalingen die daarmee in strijd blijken te zijn of een grondwettelijke basis vereisen die thans ontbreekt."

⁷ Zie in die zin, o.m., R.v.St., afd. Wetg., advies 30.289/2 van 2 augustus 2000 over een ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 18 juli 2002 'tot waarborging van een gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten van de kandidaturen voor de verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers en van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap', *Parl. St.*, Senaat, 2000-01, nr. 2-1023/1, p. 12.

uitgaan van het voorstel tot herziening van de Grondwet in de interpretatie die eraan mede op grond van de toelichting bij het voorstel moet worden gegeven. Het voorliggende advies wordt dan ook gegeven onder het uitdrukkelijke voorbehoud dat uit de parlementaire voorbereiding van de herziening van de Grondwet niet volgt dat het genoemde voorstel tot herziening van de Grondwet, ook al blijft de tekst formeel ongewijzigd, in feite een andere draagwijdte krijgt dan die welke oorspronkelijk bedoeld was door de indieners ervan.

HET VOOR ADVIES VOORGELEGDE VOORSTEL IN HET LICHT VAN HET VOORSTEL
TOT INVOEGING VAN EEN ARTIKEL 157BIS IN DE GRONDWET

6. Er bestaat te dezen een bijzondere band tussen het voor advies voorgelegde wetsvoorstel en het genoemde voorstel tot herziening van de Grondwet.

De toelichtingen bij het wetsvoorstel en bij het voorstel tot herziening van de Grondwet bevatten immers, in identieke bewoordingen, de volgende uiteenzetting:

“3. (...)

Door haar voorwerp, dient de inwerkingtreding van deze grondwettelijke bepaling noodzakelijkerwijze overeen te stemmen met de inwerkingtreding van de gewone wet die de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel regelt.

In navolging van wat de Grondwetgever heeft bepaald in artikel 129, § 2, van de Grondwet, is de bedoeling van deze bepaling een rechtsgrond te verlenen aan de keuze om een aantal essentiële elementen van de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel alleen met een bijzondere meerderheid te kunnen wijzigen. Deze grondwettelijke verankering wordt gerechtvaardigd door de vaststelling dat deze hervorming betrekking heeft op de kern van de grote evenwichten die ten grondslag liggen aan de communautaire vrede - naar analogie van wat voorzien is in andere bepalingen van de Grondwet die ook betrekking hebben op die grote evenwichten.

De essentiële elementen en de zin waarin deze zullen worden vertaald in de wet, worden hieronder gepreciseerd. Deze elementen zijn in deze bijzondere dimensie reeds gekend door de Grondwetgever op het moment dat hij zich moet uitspreken over de huidige grondwetsherziening. Daardoor gaat hij akkoord met de gemaakte keuzes (zie GH nr. 18/90 van 23 mei 1990 en GH nr. 124/2010).

Het begrip ‘essentiële elementen’ komt reeds voor in artikel 184 van de Grondwet.

4. De essentiële elementen van de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel, die enkel gewijzigd zullen kunnen worden bij een bijzondere wet, aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid, zijn:

1° de regels betreffende de wijziging van taal of de verwijzing naar een rechtscollege van de andere taalrol op eenzijdig verzoek of bij gemeenschappelijk akkoord volgens de bij de wet bepaalde modaliteiten, met name:

- de huidige bij wet voorziene mogelijkheden om te verzoeken om in het gerechtelijk arrondissement Brussel van taal te veranderen zullen behouden blijven, maar in voorkomend geval zal deze vraag in een vraag tot doorverwijzing worden omgezet, rekening houdend met de ontdubbeling van de rechtscolleges;

- in burgerlijke zaken, zal voor de verweerders die hun woonplaats hebben in de 6 randgemeenten of in de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de appreciatiebevoegdheid van de rechter in het kader van een aanvraag tot taalwijziging en/of doorverwijzing voor alle rechtscolleges beperkt zijn tot de volgende twee motieven: wanneer de taalverandering tegengesteld is aan de taal van de meerderheid van de pertinente dossierstukken of aan de taal van de arbeidsverhouding. Voor de administratieve autoriteiten blijft de situatie ongewijzigd en blijven zij, wanneer ze een aanvraag indienen om te veranderen van taal of om door te verwijzen, onderworpen aan de op de taalkennis gebaseerde appreciatiebevoegdheid van de magistraat;

- voor de Nederlandstalige of Franstalige rechtscolleges van het gerechtelijk arrondissement Brussel kunnen de partijen in gemeenschappelijk akkoord vragen om van taal te veranderen of om te worden doorverwezen. De rechter doet ambtshalve recht aan deze vraag door onmiddellijk een beslissing uit te spreken.

2° De regels betreffende de vrijwillige verschijning voor de rechtbank van de taal van hun keuze, met name dat, wanneer de partijen in een van de 54 gemeenten van het gerechtelijk arrondissement Brussel gedomicilieerd zijn en indien zij, na het ontstaan van het geschil, een onderlinge overeenstemming bereiken voor wat de taal van de rechtspleging betreft, zij krachtens artikel 706 van het Gerechtelijk Wetboek vrijwillig voor de bevoegde Nederlandstalige of Franstalige rechtbanken van hun keuze verschijnen of er een gezamenlijk verzoekschrift indienen, volgens de voorwaarden bepaald in de wet.

3° De detachering van functioneel tweetalige Franstalige magistraten van het parket van Brussel naar dat van Halle-Vilvoorde met het oog op het prioritair behandelen van Franstalige zaken, onder de bij de wet voorziene voorwaarden, met name dat zij deze zaken prioritair behandelen zodra de verdachte voor de Franse taal heeft gekozen en dat zij onder het gezag staan van de procureur des Konings van Halle-Vilvoorde wat de uitvoering van het strafrechtelijk beleid betreft, maar onder het hiërarchisch gezag van de procureur des Konings van Brussel.

4° Het rechtstreeks beroepsrecht en met volle rechtsmacht in geval van schending van deze rechten en procedurele waarborgen, onder de voorwaarden voorzien bij de wet, met name dat de wet zal bepalen dat de verenigde Franstalige en Nederlandstalige arrondissementsrechtbanken kennis zullen nemen van dit beroep, volgens een procedure zoals in kort geding, dat bij staking van stemmen de stem van de voorzitter doorslaggevend is en dat het voorzitterschap van dit rechtscollege

alternerend wordt waargenomen door een Franstalige en een Nederlandstalige magistraat.

5° Het behoud van het territoriaal rechtsgebied van de rechtscolleges van het gerechtelijk arrondissement Brussel, omvattende de 54 gemeenten, zoals op heden voorzien bij de wet.

6° Het behoud van het territoriaal rechtsgebied van de twee parketten van het gerechtelijk arrondissement Brussel, zoals bepaald bij de wet, met name dat het parket wordt gesplitst in een parket van Brussel bevoegd voor het grondgebied van de 19 gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en een parket van Halle-Vilvoorde bevoegd voor het grondgebied van Halle-Vilvoorde.

7° De oprichting van het coördinatiecomité en de regels om het overleg tussen het parket van Brussel en het parket van Halle-Vilvoorde te verzekeren, onder de voorwaarden voorzien bij de wet.”⁸

7. Deze toelichting bevestigt de zeer nauwe band die er bestaat tussen het voorliggende wetsvoorstel en het voorgestelde artikel 157*bis* van de Grondwet.

Uit die nauwe band met het voorgestelde artikel 157*bis* van de Grondwet volgt echter niet dat de voorgestelde wet zelf een grondwettelijke kracht zou hebben. Het voorgestelde artikel 57*bis* van de Grondwet houdt immers niet zelf de bepalingen in die in het wetsvoorstel zijn opgenomen, maar beperkt zich ertoe te bepalen dat in de “essentiële elementen” van de hervorming die met het wetsvoorstel wordt nagestreefd geen wijziging kan worden aangebracht dan bij een wet aangenomen met een bijzondere meerderheid.

De omstandigheid dat de voorgestelde tekst kracht van wet heeft, impliceert dat de Raad van State bevoegd is om het hele wetsvoorstel, met inbegrip van de bedoelde “essentiële elementen”, te beoordelen uit het oogpunt van de verenigbaarheid met de Grondwet en de internationale verdragen die ter zake relevant zijn.

Bij die beoordeling dient de Raad van State uiteraard wel rekening te houden met de toelichting bij het voorstel tot herziening van de Grondwet. Die toelichting brengt immers tot uiting dat de grondwetgever zelf van oordeel is dat de bedoelde “essentiële elementen” van het wetsvoorstel in overeenstemming zijn met de Grondwet, en dat er met name geen probleem rijst uit het oogpunt van de verenigbaarheid van die elementen van het wetsvoorstel met de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie, gewaarborgd bij onder meer de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het komt de Raad van State niet toe dit oordeel van de grondwetgever tegen te spreken.

⁸ Toelichting bij het voorstel tot invoeging van een artikel 157*bis* in de Grondwet, *Parl. St.*, Kamer, 2011-12, nr. 53-2141/1, pp. 3-5, nrs. 3-4; toelichting bij het wetsvoorstel ‘betreffende de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel’, *Parl. St.*, Kamer, 2011-12, nr. 53-2140/1, pp. 4-7, nrs. 2-3.

Zelfs indien de Raad van State uitsluitend de tekst van het voorgestelde artikel 157*bis* van de Grondwet in overweging zou nemen, zou hij overigens niet tot een ander oordeel komen, gelet op hetgeen volgt.

Zoals onder meer uit de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens en het Grondwettelijk Hof blijkt, is het bij de beoordeling van diverse onderdelen van een hervorming van de staat van belang om aandacht te hebben voor het geheel van de hervorming.⁹ Waar een evenwicht wordt nagestreefd binnen de federale staat, te realiseren door middel van een complex geheel van regels¹⁰, kan een bepaalde beperking van grondrechten of een bepaald verschil in behandeling tussen categorieën personen zijn verantwoording vinden in het met de hele hervorming nagestreefde doel¹¹ - “de beveiliging van een hoger openbaar belang”¹² -, in zoverre althans de genomen maatregelen redelijkerwijze kunnen worden aangezien als niet onevenredig met het door de wetgever nagestreefde doel¹³. Dit is des te meer het geval waar “het [...] tot stand gebrachte evenwicht steunt op een ruime consensus tussen de gemeenschappen”.¹⁴

Het is in een dergelijke aangelegenheid bij uitstek de taak van de wetgever om te oordelen hoe het beoogde evenwicht gerealiseerd moet worden.¹⁵

Gelet op het samen met het wetsvoorstel aan te nemen voorstel tot herziening van de Grondwet - met de daartoe vereiste grondwettelijke meerderheid -, op de ruime beoordelingsvrijheid waarover de wetgever in de betrokken aangelegenheid beschikt, op de doelstelling die de indieners van het wetsvoorstel nastreven, namelijk het bereiken van de communautaire pacificatie, en op de bijzondere kenmerken van het gerechtelijk arrondissement Brussel, is ook de Raad van State van oordeel dat de “essentiële elementen” van het voorliggende wetsvoorstel niet strijdig zijn met de Grondwet, en dat zij meer bepaald geen schending inhouden van de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie, gewaarborgd bij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

⁹ Zie GwH, 25 maart 2003, nr. 35/2003, B.16.6; 27 maart 2003, nr. 36/2003, B.7; 26 mei 2004, nr. 96/2004, B.12.3; 27 april 2005, nr. 78/2005, B.22.3.

¹⁰ Rdpl. E.H.R.M., 2 maart 1987, Mathieu-Mohin en Clerfayt t. België, *Reeks A*, vol. 113, § 57. Het Hof heeft het in dit arrest over “a complex pattern of checks and balances”.

¹¹ Rdpl. GwH, 23 mei 1990, nr. 18/90, B.9.2; 25 maart 2003, nr. 35/2003, B.13.3. Uit de toelichting bij het voorstel tot invoeging van een artikel 157*bis* in de Grondwet blijkt dat de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel “betrekking heeft op de kern van de grote evenwichten die ten grondslag liggen aan de communautaire vrede” (*Parl. St.*, Kamer, 2011-12, nr. 53-2141/1, p. 3, nr. 3).

¹² Rdpl. GwH, 23 mei 1990, nr. 18/90, B.9.2; 25 maart 2003, nr. 35/2003, B.13.3.

¹³ Rdpl. GwH, 23 mei 1990, nr. 18/90, B.9.2.

¹⁴ GwH, 25 maart 2003, nr. 35/2003, B.13.4.

¹⁵ GwH, 26 mei 2003, nr. 73/2003, B.9.6.

De Raad van State ziet voorts geen reden om, wat betreft de toetsing van de desbetreffende bepalingen aan het internationaal verdragsrecht, tot een andere conclusie te komen.

8. In de bespreking hierna zal de Raad van State, gelet op hetgeen hiervóór is uiteengezet, zich toespitsen op de niet-essentiële elementen van het wetsvoorstel, alsmede op de interne samenhang van het geheel van de bepalingen van het wetsvoorstel en op de samenhang van die bepalingen met andere regelingen. Waar nodig, zal hij ook opmerkingen van wetgevingstechnische aard maken.

ALGEMENE OPMERKINGEN

9. Krachtens het met het voorgelegde wetsvoorstel samenhangende voorstel tot invoeging van een artikel 157*bis* in de Grondwet zullen de “essentiële elementen” van de voorgestelde hervorming slechts kunnen worden gewijzigd bij een bijzondere meerderheidswet. De gemachtigde bevestigt dat de bepalingen van het wetsvoorstel die geen betrekking hebben op “essentiële elementen” gewijzigd zullen kunnen worden bij een wet aan te nemen met een gewone meerderheid en dat geval per geval zal moeten uitgemaakt worden of een (onderdeel van een) wetsbepaling betrekking heeft op een essentieel dan wel een niet-essentieel element, zodat afhankelijk daarvan de wijziging zal kunnen plaatsvinden met een bijzondere, respectievelijk gewone meerderheidswet.

Omwille van de rechtszekerheid is het aangewezen het wetsvoorstel op te splitsen in twee delen, waarbij in het eerste alle bepalingen worden samengebracht die betrekking hebben op de “essentiële elementen” en in het tweede alle andere bepalingen. Op die wijze zou duidelijkheid worden geschapen over welke bepalingen enkel gewijzigd kunnen worden met een bijzondere meerderheidswet, met name de in het eerste deel opgenomen bepalingen.

10. Bovendien valt op te merken dat in de voorgestelde tekst, inzonderheid in de bepalingen waarbij het Gerechtelijk Wetboek wordt gewijzigd, herhaaldelijk gebruik wordt gemaakt van de uitdrukking “onverminderd”, waarbij gesteld wordt dat sommige artikelen van toepassing zullen zijn onverminderd andere bepalingen, bepalingen die zelf ook deel uitmaken van het Gerechtelijk Wetboek.

Zulk een werkwijze kan weliswaar verantwoord zijn uit wetgevingstechnisch oogpunt, maar er dient wel over gewaakt te worden dat het gebruik van de uitdrukking “onverminderd” de leesbaarheid en het goede begrip van het wetsvoorstel in zijn geheel niet in het gedrang brengt.

Dat zou onder andere het geval kunnen zijn met artikel 12 van de voorgestelde tekst, dat artikel 150, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek wijzigt, en stelt dat die bepaling van toepassing zal zijn “onverminderd § 3, artikel 137 en 138bis, § 3” van hetzelfde Wetboek. Artikel 137, waarnaar aldus wordt verwezen en dat zelf ook gewijzigd wordt door het voorliggende wetsvoorstel (artikel 10), bepaalt immers op zijn beurt dat het van toepassing zal zijn “onverminderd artikel 150, §§ 2 en 3” van het Gerechtelijk Wetboek; artikel 138bis van hetzelfde Wetboek ten slotte, dat ook wordt vermeld in het zinsdeel van het voorgestelde artikel 150 dat begint met “onverminderd”, wordt ook gewijzigd (artikel 11 van het voorliggende voorstel) en bepaalt dat het van toepassing zal zijn “onverminderd artikel 150, § 3”.

Zo krijgen we te maken met een verwijzing van een verwijzing naar een verwijzing (artikelen 137, 138bis en 150), telkens “onverminderd” de overige twee betrokken bepalingen. Het gevaar bestaat dat die werkwijze twijfel kan doen ontstaan omtrent de juiste strekking van de voorliggende bepalingen, en die twijfel kan zorgen voor problemen bij de toepassing.

11. Het wetsvoorstel voorziet in de oprichting van een betrekking van adjunct-procureur des Konings in het administratief arrondissement Brussel. Het verdient aanbeveling dat de opdracht van de magistraat die die functie uitoefent, die normaal gezien een belangrijke functie is gezien het taalevenwicht dat het voorstel nastreeft, nauwkeuriger bepaald en omschreven wordt. De taken van die magistraat komen immers slechts in twee bepalingen aan bod: de voorgestelde artikelen 150ter en 318 van het Gerechtelijk Wetboek. Wat de laatstgenoemde bepaling betreft, lijkt het erop dat de betrokken magistraat enkel kan optreden na daartoe door de procureur des Konings wiens adjunct hij is te zijn gemachtigd.

Dezelfde opmerking geldt voor de adjunct-arbeidsauditeur.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

12. De voorgestelde bepaling vermeldt noch de adjunct-procureur des Konings van Brussel, noch de adjunct-auditeur van Brussel bij de titularissen van een bijzonder mandaat. De gemachtigden hebben, toen ze daarover om uitleg zijn gevraagd, geantwoord dat de adjunct-procureur des Konings een eerste substituut is, die houder is van een adjunct-mandaat waarvan sprake in onderdeel 3° van het voornoemde artikel 58bis. Hetzelfde antwoord geldt *mutatis mutandis* voor de adjunct-auditeur. Gezien dat antwoord moet de opsomming in onderdeel 3° dienovereenkomstig worden aangevuld.

13. Wat de taken van de procureurs des Konings van Halle-Vilvoorde en Brussel betreft, moeten niet alleen de teksten van het Gerechtelijk Wetboek worden aangepast als gevolg van de geplande hervorming. Meer bepaald ook het Wetboek van Strafvordering moet worden aangepast, inzonderheid artikel 23, tweede lid, en artikel 628, tweede lid. Gezien de tijd waarover de Raad van State beschikte om de gezamenlijke wetsvoorstellen betreffende de hervorming der instellingen te onderzoeken, heeft hij geen exhaustief overzicht kunnen maken van de bepalingen van het Wetboek van Strafvordering en van de bijzondere wetten die aangepast zouden moeten worden.

14. Zoals trouwens te lezen staat in de toelichting bij het voorgestelde artikel 58bis, 5°, tweede lid, schrijve men, om alle twijfel weg te nemen, aan het begin van het lid: “Voor de rechtbanken van dit gerechtelijk arrondissement ...”.

15. Overigens hebben de gemachtigden gepreciseerd dat alleen de procureur des Konings van Brussel bevoegd is om zijn advies uit te brengen wat betreft de vredegerichten van de 19 gemeenten van het administratief arrondissement Brussel, en dat dat ook geldt voor de Nederlandstalige politierechtbank van Brussel. Dat zou vermeld moeten worden in de voorliggende bepaling.

Artikel 4

16. Het voorgestelde artikel 72bis bevat een aantal onduidelijkheden die ter wille van de rechtszekerheid weggewerkt moeten worden.

Dat is het geval waar er in het tweede lid staat dat de voorzitter van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg betrokken wordt bij de beslissingen genomen door de voorzitter van de Nederlandstalige rechtbank van eerste aanleg in het kader van zijn taken met betrekking tot de vredegerichten met zetel in het administratief arrondissement Halle-Vilvoorde, terwijl er in het derde lid sprake is van overleg tussen hen beiden wanneer het gaat om de vredegerichten van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, en in het vierde lid van consensus bij de toepassing van de twee vorige leden.

Die verschillende terminologie - “betrokkenheid”, “overleg”, “consensus” - doet twijfel rijzen omtrent datgene wat de indieners van het voorstel precies willen, aangezien de gebruikte bewoordingen juridisch gezien niet dezelfde betekenis hebben. Gaat het om een verplichting om het advies van de voorzitter van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg in te winnen wanneer hij daarom vraagt (tweede lid) of om een gezamenlijke beslissing (derde lid)? Dat laatste lijkt het geval te zijn, aangezien het gebruik van het begrip consensus in het vierde lid aangeeft dat, wanneer er geen overeenstemming is tussen de twee voorzitters, de eerste voorzitter van het Hof van Beroep te Brussel, zowel in het geval genoemd in het tweede lid als in dat van het derde lid, ter zake “de nodige maatregelen” moet nemen. Hoe dan ook, de wetgevende kamers moeten daarover alle onduidelijkheid wegnemen.

Nog een onduidelijkheid: in het vierde lid staat dat, wanneer er geen consensus is (lees: wanneer er geen overeenstemming wordt bereikt) tussen de twee magistraten, het aan de eerste voorzitter van het Hof van Beroep te Brussel staat de “nodige maatregelen” te nemen. Het zou beter zijn te schrijven dat, indien er geen overeenstemming wordt bereikt, de laatstgenoemde zelf de beslissing moet nemen, wat uiteraard niet belet dat hij eerst probeert de verschillende standpunten te verzoenen, zonder dat zulks evenwel in de tekst gepreciseerd hoeft te worden.

Ten slotte moet zowel wat het tweede als wat het derde lid betreft, voorzien worden in een wederzijdse informatie-uitwisseling tussen de twee voorzitters, zodat elkeen met kennis van zaken te gepasten tijde zijn bevoegdheden kan uitoefenen.

Dezelfde opmerkingen gelden *mutatis mutandis* voor de artikelen 15bis, 22bis, 22ter en 22quater van het voorstel.

Artikel 12

17. In het voorgestelde artikel 150, § 2, moet zowel in 1° als in 2° gepreciseerd worden dat het gaat om de procureur-generaal van Brussel.

18. De Franse versie van het bij dit artikel 12 voorgestelde artikel 150, § 2, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de procureur des Konings van Brussel bijgestaan wordt door “un premier substitut, portant de [lees: le] titre de procureur-adjoint”.

In de Franse versie van het voorgestelde artikel 318, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, zoals dat wordt aangevuld bij artikel 20 van het voorstel, staat “le procureur du Roi de Bruxelles ou le procureur du Roi adjoint de Bruxelles”.

Het voorgestelde artikel 43, § 4quater, eerste lid, van de wet van 15 juni 1935 ‘op het gebruik der talen in gerechtszaken’, zoals dat wordt aangevuld bij artikel 47, 4°, van het voorstel, gebruikt in de Franse versie een andere uitdrukking om de adjunct van de procureur des Konings van Brussel aan te duiden, te weten “procureur du Roi-adjoint”.

De Franse versie van de voorgestelde bepalingen moet zo worden herzien dat dezelfde magistraat op dezelfde wijze wordt aangeduid. Daarbij moet gekozen worden voor de uitdrukking “procureur du Roi adjoint de Bruxelles”.

19. Wat diezelfde adjunct-procureur des Konings betreft, wordt verwezen naar de algemene opmerking onder nr. 11.

20. In paragraaf 3 van de voorgestelde tekst moeten in de eerste zin de woorden “taalwijziging of” worden geschrapt, aangezien alleen het geval van een doorverwijzing mogelijk is, wat overigens bevestigd wordt in de tweede zin van dezelfde paragraaf, waarin enkel sprake is van doorverwijzing.

21. Om uitleg gevraagd aangaande “de richtlijnen inzake het strafrechterlijk (lees: strafrechtelijk) beleid” waarvan sprake *in fine* van dezelfde paragraaf 3, hebben de gemachtigden geantwoord dat het gaat om de richtlijnen bedoeld in de artikelen 26 en 28ter van het Wetboek van Strafvordering, en niet om de richtlijnen inzake het strafrechtelijk beleid die de minister van Justitie krachtens artikel 151 van de Grondwet en artikel 143quater van het Gerechtelijk Wetboek zelf moet nemen na het advies van het College van procureurs-generaal te hebben ingewonnen. De gemachtigden zijn het ermee eens dat de voorliggende tekst dienovereenkomstig moet worden gewijzigd.

Artikel 15 geeft *mutatis mutandis* aanleiding tot dezelfde opmerkingen.

Artikel 15

22. Het bij dit artikel voorgestelde artikel 152, § 2, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de arbeidsauditeur van Brussel bijgestaan wordt “door een eerste substituut, met als titel adjunct-auditeur”.

In het voorgestelde artikel 318, derde lid, van hetzelfde Wetboek, zoals dat wordt aangevuld bij artikel 20 van het voorstel, staat “de arbeidsauditeur van Brussel of de adjunct-arbeidsauditeur van Brussel”.

Het voorgestelde artikel 43, § 4quater, tweede lid, van de wet van 15 juni 1935 ‘op het gebruik der talen in gerechtszaken’, zoals dat wordt aangevuld bij artikel 47, 4°, van het voorstel, gebruikt een andere uitdrukking om de adjunct van de arbeidsauditeur van Brussel aan te duiden, te weten “de adjunct-arbeidsauditeur te Brussel”.

De voorgestelde bepalingen moeten zo worden herzien dat dezelfde magistraat op dezelfde wijze wordt aangeduid. Daarbij moet gekozen worden voor de uitdrukking “adjunct-arbeidsauditeur van Brussel”.

Artikel 15bis

23. In artikel 186bis, voorgesteld nieuw tweede lid, moet de bepaling aan het einde nauwkeuriger worden gesteld als volgt: “en van de vrederechters en de toegevoegde vrederechters in de Nederlandstalige politierechtbank met zetel binnen het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad”.

24. In hetzelfde artikel moet in het voorgestelde nieuwe derde lid gepreciseerd worden dat het gaat om de vrederechters en de toegevoegde vrederechters van het administratief arrondissement Halle-Vilvoorde.

25. Het voorgestelde nieuwe vierde lid wijkt af van het voorgaande lid. Om zulks te laten blijken uit de voorgestelde tekst, moet deze voorafgegaan worden door de woorden “In afwijking van het derde lid ...”.

26. De gemachtigden hebben beaamd dat de verwijzing naar de voorgaande leden in het voorgestelde nieuwe zevende lid onjuist is. Het gaat in werkelijkheid om het voorgestelde nieuwe derde, het voorgestelde nieuwe vierde en het voorgestelde nieuwe zesde lid. De tekst van het onderzochte lid moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 17

27. Het derde lid van artikel 206 van het Gerechtelijk Wetboek wordt opgeheven. Door die opheffing moet het zesde lid van deze bepaling, waarin ook verwezen wordt naar het opgeheven derde lid en naar het vierde lid, aangepast worden. Als gevolg van die opheffing is enkel nog een verwijzing naar het derde lid steekhoudend, waarbij dat derde lid voortaan het vroegere vierde lid is.

Artikel 18

28. De gemachtigden zijn het ermee eens dat in de opsomming van de woorden die vervangen moeten worden in het huidige artikel 259*quater*, § 6, derde lid, ook de woorden “arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Brussel” moeten worden vermeld.

Artikel 19

29. De gemachtigden zijn het ermee eens dat in het voorgestelde artikel 288, elfde lid, ook de griffiers-hoofden van dienst bedoeld in artikel 263 van het Gerechtelijk Wetboek moeten worden vermeld en dat de adjunct-griffiers geschrapt moeten worden, aangezien het ambt van adjunct-griffier geschrapt is bij de wet van 25 april 2007 ‘tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek inzonderheid met betrekking tot bepalingen inzake het gerechtspersoneel van het niveau A, de griffiers en de secretarissen en inzake de rechterlijke organisatie’.

Artikel 20

30. Artikel 20 strekt ertoe artikel 318 van het Gerechtelijk Wetboek aan te passen in het kader van de oprichting van de nieuwe rechtscolleges wat de dienst der zitting van de leden van het parket betreft.

In de voorgestelde twee leden waarmee de huidige tekst van artikel 318 wordt aangevuld moet bijgevolg telkens “de dienst der zitting van de leden van het parket voor de (...) rechtbank (...)” geschreven worden, en niet “de dienst der zitting van de (...) rechtbank”, want voor de rechters wordt die dienst der zitting geregeld bij artikel 316 van het Gerechtelijk Wetboek.

Wat betreft de respectieve taak van de procureur des Konings van Brussel en zijn adjunct, net als die van de arbeidsauditeur van Brussel en zijn adjunct, wordt verwezen naar de algemene opmerking onder nr. 11.

Artikel 21

31. Wat betreft de substituten van de procureur des Konings en de substituten van de arbeidsauditeur van het administratief arrondissement Brussel die gedetacheerd zijn bij het parket of bij het arbeidsauditoraat van het arrondissement Halle-Vilvoorde, zou het getuigen van goed bestuur indien hun verlof respectievelijk door de procureur des Konings en de arbeidsauditeur van het arrondissement Halle-Vilvoorde zou worden bepaald, aangezien laatstgenoemden het beste kunnen oordelen over de noodwendigheden van de dienst.

Artikel 22ter

32. Artikel 22ter strekt ertoe artikel 403, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek aan te vullen.

Het vertrouwt aan de procureurs des Konings van Halle-Vilvoorde en Brussel gezamenlijk het toezicht toe op de hoofdgriffier, de griffiers-hoofden van dienst, de griffiers, de deskundigen, de administratief deskundigen, de ICT-deskundigen, de assistenten en de medewerkers van de Nederlandstalige rechtbank van eerste aanleg en van de Nederlandstalige rechtbank van koophandel.

De procureur des Konings van Brussel, die alleen optreedt, oefent zijnerzijds onder meer het toezicht uit op de hoofdgriffiers en de griffiers van de vrederechten en, volgens de Franse tekst, van het “tribunal de police dont le siège est établi dans l’arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale”, terwijl in de Nederlandse tekst de woorden “de politierechtbanken met zetel in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad” voorkomen. Aangezien er twee politierechtbanken zijn in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, een Franstalige en een Nederlandstalige, behoort de tekst identiek te zijn in de twee talen.

Artikel 29

33. De wetgevende kamers wordt erop gewezen dat het wetsontwerp betreffende de invoering van een familie- en jeugdrechtbank, dat is aangenomen door de Kamer en dat heden wordt behandeld door de Senaat¹⁶, artikel 638 van het Gerechtelijk Wetboek reeds herstelt.

Artikel 31

34. De Raad van State merkt op dat artikel 1, afdeling 5, van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek wordt gewijzigd bij artikel 30 van het voorstel, waarbij het bestaan van het administratief arrondissement Halle-Vilvoorde wordt bevestigd, doch dat bij artikel 31 het bestaan van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad wordt vastgesteld in artikel 3, punt 7, van hetzelfde bijvoegsel, terwijl in deze laatste bepaling de gebiedsomschrijving van de politierechtbanken behandeld wordt. Het verdient de voorkeur het bestaan van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad te bevestigen in afdeling 4 van artikel 1 van het voornoemde bijvoegsel, waarin de verschillende gerechtelijke kantons van Brussel-Hoofdstad worden vastgesteld.

Hierover ondervraagd, zijn de gemachtigden dit voorstel bijgevalen.

Artikelen 34bis en 35

35. Luidens het huidige artikel 4 van de wet van 1935 ‘op het gebruik der talen in gerechtszaken’ moet de eiser die de verweerder dagvaardt vóór de rechtbanken van eerste aanleg van het arrondissement Brussel of vóór de politierechtbank van dit arrondissement zijn akte tot inleiding van het geding in het Frans opstellen indien de verweerder woonachtig is in het Franse taalgebied, dan wel in het Nederlands indien deze daarentegen woonachtig is in het Nederlandse taalgebied. Indien de verweerder woonachtig is in een gemeente van de Brusselse agglomeratie, heeft de eiser de keuze tussen het Frans en het Nederlands.

¹⁶ *Parl.St.*, Senaat, 2010-11, nr. 5-1189.

Zijnerzijds kan de verweerder vragen dat de rechtspleging wordt voortgezet in een andere taal of wordt verwezen naar een andere rechtbank.

De voorgestelde bepalingen zijn onvoldoende duidelijk. De taalwijziging is thans immers enkel mogelijk vóór de vrederechter aangezien de andere rechtbanken per taal zijn opgesplitst. Bijgevolg zou enkel een verwijzing van de zaak naar een soortgelijke rechtbank als die waar de zaak oorspronkelijk aanhangig is gemaakt, maar met een verschillend “taalstelsel”, aan de orde kunnen zijn.

36. De gemachtigden hebben bevestigend geantwoord op de vraag of het niet wenselijk zou zijn te bepalen dat, behalve vóór de vrederechter, waar de taalwijziging plaatsvindt zonder dat de zaak wordt verwezen naar een andere vrederechter, een zaak wordt verwezen naar de soortgelijke rechtbank van het gerechtelijk arrondissement Brussel waarvan de procestaal beantwoordt aan de taal van de aanvraag. De tekst moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

37. In de Franse versie van het voorgestelde artikel 34*bis*, *in fine*, moet “poursuivie dans l’autre langue” worden gelezen in plaats van “poursuivre dans l’autre langue”.

Artikel 39

38. De gemachtigden is dezelfde vraag gesteld als hierboven vermeld onder nr. 36, betreffende het geval waarin de partijen eenstemmig de verandering van taal vragen vóór de Franstalige of de Nederlandstalige rechtbank van eerste aanleg, rechtbank van koophandel, arbeidsrechtbank of politierechtbank van het gerechtelijk arrondissement Brussel. Op deze vraag is eveneens bevestigend geantwoord. De voorliggende tekst moet dus dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 40

39. Het voorgestelde artikel 7, § 2, van de voornoemde wet bepaalt dat het beroep waarin het voorgestelde artikel 23*quater* voorziet, openstaat tegen de beslissing van de rechter betreffende het verzoek tot taalwijziging dat door alle partijen in het geding gezamenlijk is ingediend, terwijl uit dezelfde tekst blijkt dat de rechter bij wie een dergelijke aanvraag is ingediend, die aanvraag moet inwilligen (“De rechter beveelt ambtshalve de verwijzing ...”). Dit vormt klaarblijkelijk een contradictie.

Op een vraag dienaangaande hebben de gemachtigden het volgende geantwoord:

“Dès lors que la compétence du juge est effectivement liée en cas de demande de commun accord, cette hypothèse vise l’éventuel refus pour un motif de procédure”.

Omwille van de rechtszekerheid zou op zijn minst in de parlementaire voorbereiding moeten worden aangegeven welke deze procedureredenen zouden kunnen zijn.

40. De huidige tekst van artikel 7, § 2, bepaalt dat de beslissing van de rechter noch voor verzet, noch voor hoger beroep vatbaar is.

De voorgestelde bepaling maakt gewag van een beroep waarin wordt voorzien door het voorgestelde artikel 23^{quater}, maar dat beroep wordt slechts georganiseerd tegen de beslissingen die zijn genomen door de burgerlijke rechtbanken en de politierechtbanken van het arrondissement Brussel.

Op de vraag of de beslissingen die door de andere rechters zijn genomen krachtens dit voorgestelde artikel 7, § 2, al dan niet vatbaar zijn voor verzet of voor hoger beroep, hebben de gemachtigden het volgende geantwoord:

“L’intention des auteurs de la proposition est effectivement de ne prévoir un recours que contre les décisions des juridiction civiles et du tribunal de police de l’arrondissement judiciaire de Bruxelles, et non contre les décisions des autres juridictions”.

41. De voorgestelde tekst geeft geen uitsluitel over de vraag vanaf welke datum een beslissing, genomen door een andere dan de burgerlijke rechtbanken en de politierechtbanken van het arrondissement Brussel, uitvoerbaar is.

Op een vraag dienaangaande hebben de gemachtigden het volgende geantwoord:

“Effectivement, la disposition devra être complétée de manière à prévoir que lorsque le recours prévu à l’article 23^{quater} proposé n’est pas ouvert, la décision est exécutoire immédiatement et n’est pas susceptible ni d’opposition, ni d’appel. Bien entendu, un pourvoi en cassation est toujours possible”.

42. In de voorgestelde paragraaf 2 moet rekening worden gehouden met het feit dat indien er geen beslissing is, het noodzakelijk is dat de griffier zulks met een akte vaststelt opdat de taalwijziging kan plaatsvinden, en met het feit dat het deze akte is die op de minuut uitvoerbaar moet zijn.

43. Op een vraag dienaangaande hebben de gemachtigden geantwoord dat het huidige vierde lid van artikel 7, § 2, van de voornoemde wet van 15 juni 1935 bij vergissing achterwege is gelaten en moet worden behouden.

44. In de Nederlandse versie van het voorgestelde artikel 7, § 2, moet de term “plaatselijke” worden vervangen door de term “territoriale”.

Artikel 45

45. In het eerste lid van het voorgestelde artikel 23^{quater} van de voornoemde wet wordt bepaald dat de arrondissementsrechtbanken rechtspreken zoals in kort geding. Het staat aan de wetgevende kamers om na te gaan in welke mate de artikelen 1035 tot 1038, alsook 1040 en 1041 van het Gerechtelijk Wetboek van overeenkomstige toepassing moeten worden verklaard, in het belang van de rechtszekerheid.

46. Wat hetzelfde eerste lid betreft, hebben de gemachtigden aangegeven dat met “burgerlijke rechtbanken” de in het gerechtelijk arrondissement Brussel gevestigde rechtbanken van eerste aanleg, rechtbanken van koophandel, arbeidsrechtbanken en vredegerichten worden bedoeld, alsook de politierechtbanken die burgerrechtelijk uitspraak doen.

In verband met de verwijzing die de voorgestelde tekst maakt naar artikel 23 van de voornoemde wet, hebben de gemachtigden tevens verklaard dat, met betrekking tot de strafrechtbanken, het beroep enkel op de politierechtbanken van Brussel en van Halle-Vilvoorde betrekking heeft.

47. In het derde lid van hetzelfde artikel moet, zoals de gemachtigden hebben toegegeven, worden aangegeven dat de verjaring enkel wordt opgeschort in de zaken waarin de rechtbank strafzaken behandelt, en niet wanneer ze bijvoorbeeld burgerlijke zaken met betrekking tot de verkeerswetgeving behandelt.

48. Zoals de gemachtigden hebben bevestigd, moet van de beslissing kennis worden gegeven door de griffiers van de arrondissementsrechtbanken die gezamenlijk zitting houden.

49. Ten slotte schrijve men in de Franse versie van het voorgestelde artikel 23^{quater} “Les tribunaux d’arrondissement francophone et néerlandophone ...”

Artikel 47

50. Luidens artikel 43, § 1, zoals het wordt gewijzigd door het voorstel en rekening houdend met de wijziging die artikel 33 van het voorstel in artikel 1 van de voornoemde wet aanbrengt, kunnen enkel de personen die door hun diploma aantonen dat zij de examens van het “doctoraat” (hier doet de gelegenheid zich voor om de terminologie aan te passen) in de rechten in het Frans hebben afgelegd, worden benoemd in het gerechtelijk arrondissement Brussel, behalve voor de functies die worden bedoeld in de paragrafen 3 en 4bis van hetzelfde artikel.

Paragraaf 1 doelt immers op de benoemingen “in de provincies en de arrondissementen genoemd in artikel 1”. De wijziging die door artikel 33 wordt aangebracht, heeft echter tot gevolg dat het gerechtelijk arrondissement Brussel daadwerkelijk wordt genoemd in artikel 1.

De vraag rijst of dit de bedoeling is. Bovendien moet erop gewezen worden dat geen enkele bepaling van de voornoemde wet zoals die wordt gewijzigd door het voorliggende voorstel, stelt dat men, om te worden benoemd in de Nederlandstalige rechtbanken van Brussel, door zijn diploma moet kunnen aantonen de examens in de rechten in het Nederlands te hebben afgelegd.

Op een vraag dienaangaande hebben de gemachtigden het volgende geantwoord:

“L’intention n’est évidemment pas de limiter l’accès à la fonction de juge au sein de l’arrondissement judiciaire de Bruxelles aux seuls titulaires d’un diplôme de droit délivré par une université francophone. La proposition devra être effectivement corrigée, notamment pour prévoir que les magistrats des juridictions visées à l’article 2 de la loi du 15 juin 1935 en ce compris donc les magistrats des tribunaux néerlandophones de l’arrondissement judiciaire de Bruxelles devront justifier par leur diplôme qu’ils ont subi les examens de licencié ou de master en droit en langue néerlandaise”.

51. De begrippen grondige kennis en functionele kennis zijn niet verankerd in de voornoemde wet. Artikel 43^{quinquies} van deze wet voorziet enkel in twee soorten examens om de kennis van de andere taal te bewijzen en vereist in zijn thans geldende versie slechts in een aantal limitatief opgesomde gevallen dat men geslaagd is voor het tweede examen. Het volstaat derhalve om eenvoudigweg terug te grijpen naar de bepaling betreffende het eerste of het tweede examen, naargelang van het vereiste niveau.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 48 van het voorliggende voorstel.

52. In paragraaf 4^{quater} is de verwijzing naar het begrip “taalrol” niet deugdelijk omdat ze niet beantwoordt aan de terminologie van de voornoemde wet. Het is beter zich te houden aan die terminologie en, zoals in de andere bepalingen van deze wet, te verwijzen naar de taal van het diploma.

53. In het voorgestelde artikel 43, § 4^{quater}, wordt bepaald dat de procureur des Konings van Brussel tot de Franse “taalrol” behoort, en de adjunct-procureur des Konings tot de Nederlandse “taalrol”. De wetgevende kamers moeten deze taalvereisten kunnen verantwoorden; deze hebben namelijk tot gevolg dat deze functies in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad uitsluitend worden voorbehouden aan magistraten van wie de taal van het diploma hetzij het Frans, hetzij het Nederlands is.

Artikel 48

54. In het voorgestelde artikel 43, § 5, eerste lid, moet worden aangegeven dat een derde van de magistraten tweetalig moet zijn in het gerechtelijk arrondissement Brussel.

In zoverre het begrip “grondige kennis” wordt gebezigd, wordt verwezen naar opmerking 51.

55. In de voorgestelde paragraaf 5, zesde lid, van hetzelfde artikel 43 wordt bepaald dat de kaders worden vastgesteld op basis van “onder andere” de werklastmeting van de dossiers in de respectieve talen, met behulp van een uniform registratiesysteem, uiterlijk op 1 juni 2014. De woorden “onder andere” zijn uit de aard der zaak onbepaald. De wetgevende kamers moeten in de voorliggende tekst een exhaustieve opsomming geven van de andere criteria dan de werklastmeting die zullen worden gebruikt om de kaders vast te stellen. Dit vereiste van rechtszekerheid is des te groter daar de kaders ten laatste op 1 juni 2014 moeten worden vastgesteld, zoals de voorliggende bepaling stelt.

Het voorgestelde zevende lid verleent de minister van Justitie de bevoegdheid om de parameters en de methodologie van de werklastmeting aan te nemen en om alle andere nodige maatregelen te nemen. De Raad van State ziet geen enkele reden op grond waarvan kan worden verantwoord dat in het onderhavige geval wordt afgeweken van de bevoegdheid om wetten uit te voeren, die volgens de Grondwet aan de Koning toekomt.

Bovendien is het weliswaar te begrijpen dat voorrang wordt verleend aan de werklastmeting in het gerechtelijk arrondissement Brussel, gelet op de bijzondere toestand aldaar, maar er rijzen vragen in verband met de combinatie van de voorliggende bepaling met artikel 352^{bis} van het Gerechtelijk Wetboek, en meer bepaald in verband met de verenigbaarheid van de parameters en de methodologie die worden aangewend voor het gerechtelijk arrondissement Brussel, enerzijds, en voor de andere gerechtelijke

arrondissementen, anderzijds. Het zinsdeel “onverminderd artikel 352*bis*” brengt in dit verband geen opheldering.

56. In afwachting van de resultaten van de werklasmeting worden de personeelsformatie en het taalkader tijdelijk vastgesteld. De vraag rijst of deze wijzigingen, hoewel ze tijdelijk zijn, niet moeten leiden tot een wijziging van de wetgevingen die specifiek voorzien in de vastlegging van de formatie van elk rechtscollege van de rechterlijke orde, al was het maar voor de rechtszekerheid.

57. In het nieuwe voorgestelde artikel 43, § 5*bis*, wordt met betrekking tot het parket van Halle-Vilvoorde evenzo bepaald dat het aantal substituten, zoals het is vastgesteld in het voorstel, kan worden herzien als gevolg van een evaluatie binnen drie jaar na de inwerkingtreding van de voorliggende bepaling. In tegenstelling tot de paragrafen 6 en 7 bevat deze bepaling geen enkele aanwijzing over de criteria voor deze evaluatie, over de te volgen methodologie, noch over de termijn waarbinnen de evaluatie moet geschieden.

Dezelfde opmerking geldt voor de voorgestelde paragraaf 5*quater*, tweede lid.

58. In afwachting van de vastlegging van de formaties en de taalkaders voor de Franstalige en de Nederlandstalige rechtbanken op basis van de werklasmeting, worden in de voorliggende bepaling de Franstalige en de Nederlandstalige formaties van de rechtbanken vastgesteld volgens variabele verdeelsleutels: 20 % - 80 %, 40 % - 60 % van de bestaande formaties, op het tijdstip waarop de bepaling in werking treedt, vermeerderd met de toegevoegde magistraten (nieuw voorgesteld artikel 43, § 5, negende lid).

Tevens wordt bepaald dat het aantal Nederlandstalige magistraten gedurende een overgangsperiode 27 % kan bedragen (nieuw voorgesteld artikel 43, § 5, twaalfde lid).

Het aantal substituten van het parket van Halle-Vilvoorde en van het parket van Brussel wordt eveneens vastgelegd op basis van een verdeelsleutel 20 % - 80 % (voorgesteld artikel 43, § 5*bis*). Hetzelfde geldt voor de arbeidsauditeurs (voorgesteld artikel 43, § 5*ter*).

Luidens de toelichtingen van de gemachtigden is de vastlegging van de formaties niet een van de “essentiële elementen” van de hervorming die achteraf slechts bij een bijzondere wet kunnen worden gewijzigd, wat begrijpelijk is gelet op de veranderende nood aan magistraten en aan ondersteunend personeel.

De toelichting bij het wetsvoorstel, en inzonderheid de toelichting bij de voorliggende bepaling, bevat geen inlichtingen over de wijze waarop deze verdeelsleutels zijn vastgelegd. Indien het wetsvoorstel, zoals zijn opzet is verwoord in de toelichting bij het artikel, de gerechtelijke achterstand beoogt te bestrijden, moeten de wetgevende kamers kunnen aantonen dat de gekozen percentages in een redelijk verband staan met de nagestreefde doelstelling, zowel wat betreft de Franstalige en de Nederlandstalige

rechtbanken als wat betreft de parketmagistraten en het ondersteunend personeel. In dit verband wordt gewezen op de eventuele aansprakelijkheid van de wetgevende macht ingeval de “redelijke termijn” wordt overschreden.

59. Tevens dienen de volgende vormopmerkingen te worden gemaakt, zonder dat hierbij volledigheid wordt betracht:

a) In het voorgestelde artikel 43, § 5, tweede lid, moet de hele zin worden overgenomen waarvan de opheffing wordt beoogd;

b) In het voorgestelde artikel 43, § 5, twaalfde lid, schrijve men “van artikel 51, eerste lid, van de wet van ... betreffende de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel”, in plaats van “van de in artikel 51, eerste lid, bedoelde hervorming”;

c) In dezelfde gedachtegang dient in de voorgestelde paragrafen 5^{ter}, eerste lid, en 5^{quinqies}, eerste lid, niet te worden verwezen naar de “huidige wet”, aangezien deze de wet is van 15 juni 1935 ‘op het gebruik der talen in gerechtszaken’, maar naar “deze bepaling”, naar het voorbeeld van het bepaalde in de voorgestelde paragraaf 5, negende lid, 1° en 2°, die inderdaad verwijst naar de inwerkingtreding van deze bepaling zoals de voorgestelde wet ze invoegt.

De laatste twee opmerkingen worden geformuleerd onder voorbehoud van de opmerkingen 61 tot 63 bij artikel 51.

Artikel 50

60. In de Franse versie van punt 2° moet het woord “de” worden toegevoegd aan het begin van de te vervangen tekst.

In de Nederlandse versie moet het woord “met” worden toegevoegd in de te vervangen tekst.

Artikel 51

61. Naar luid van artikel 51, eerste lid, treedt de voorgestelde regeling in werking “zodra elk van de kaders en elk van de taalkaders bepaald overeenkomstig de artikelen 47 tot 49 voor 90 % ingevuld zijn”.

Een loutere verwijzing naar een feitelijke omstandigheid maakt het evenwel niet mogelijk om op een voldoende duidelijke en rechtszekere wijze de datum van

inwerkingtreding van de voorgestelde regeling te bepalen¹⁷. Indien de wetgevende kamers deze wijze van inwerkingtreding willen handhaven, moeten zij voorzien in de verplichting om de verwezenlijking van deze feitelijke omstandigheid bekend te maken met een bericht in het Belgisch Staatsblad en dienen zij de inwerkingtreding van de voorgestelde regeling afhankelijk te maken van deze bekendmaking.

Vanzelfsprekend kan de wetgever de bepaling van de datum van de inwerkingtreding delegeren aan de Koning, desgevallend gecombineerd met de bepaling van een uiterste datum van inwerkingtreding¹⁸.

62. Artikel 51, tweede lid, van het wetsvoorstel bepaalt dat hoofdstuk 6 (dat enkel dit artikel 51 omvat) en de artikelen 47 tot 49 in werking treden op de datum van de bekendmaking van de voorgestelde wet in het Belgisch Staatsblad “als referentienormen om de nodige aanwervingen toe te laten ingevolge de bekendmaking van de vacant verklaarde plaatsen, in afwachting van de definitieve kaders op basis van – onder andere – de werklastmeting”.

Als antwoord op een vraag of “de gehanteerde formulering betekent dat bepaalde aspecten (en zo ja, welke) van de artikelen 47 tot 49 later in werking zullen treden”, verklaarden de gemachtigden dat “[d]e indieners van het wetsvoorstel stellen dat de artikelen 47 tot 49 in werking treden op de dag van de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad”.

Uit deze verklaring kan worden opgemaakt dat het de bedoeling is dat de artikelen 47 tot 49 onvoorwaardelijke en integraal in werking treden op de voormelde datum en dat de verwijzing naar de “referentienormen” in artikel 51, tweede lid, enkel moet worden begrepen als een nadere omschrijving van de bedoeling van de onmiddellijke inwerkingtreding van de artikelen 47 tot 49¹⁹, veeleer dan als een beperking van deze onmiddellijke inwerkingtreding tot bepaalde aspecten van deze artikelen. Gelet op de onduidelijkheid van de gebruikte bewoordingen zou een dergelijke beperking overigens afbreuk doen aan het rechtszekerheidsbeginsel en aan de transparantie van de regelgeving, omdat niet precies zou worden bepaald welke aspecten van de artikelen 47 tot 49 onmiddellijk in werking zouden treden overeenkomstig artikel 51, tweede lid, en welke aspecten eerst later in werking zouden treden overeenkomstig artikel 51, eerste lid.

De zinsnede “als referentienormen om de nodige aanwervingen toe te laten ingevolge de bekendmaking van de vacant verklaarde plaatsen, in afwachting van de

¹⁷ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek. Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, Raad van State, 2008, aanbeveling nr. 152.3, te raadplegen op www.raadvst-consetat.be.

¹⁸ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek*, formule F 4-5-2-1.

¹⁹ Een dergelijke nadere omschrijving van de strekking van een bepaling hoort thuis in de toelichting bij een wetsvoorstel en niet in de tekst van het voorstel. Ze kan desgevallend door de wetgever nog worden uiteengezet tijdens de parlementaire bespreking ervan.

definitieve kaders op basis van – onder andere – de werklasmeting” moet dan ook worden weggelaten uit artikel 51, tweede lid.

63. Bij de regeling van de inwerkingtreding van de voorgestelde wet moet bovendien rekening worden gehouden met de overgangsbepaling bij het voorstel tot invoeging van een artikel 157*bis* in de Grondwet²⁰. Naar luid van deze overgangsbepaling stelt de wetgever de inwerkingtreding van de voorgestelde grondwetsbepaling vast en stemt de datum van inwerkingtreding ervan overeen “met de dag van de inwerkingtreding van de wet betreffende de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel”, waarmee onmiskenbaar de voorgestelde wettelijke regeling wordt bedoeld.

In het onderhavige wetsvoorstel komt evenwel geen bepaling voor, evenmin als in één van de andere wetsvoorstellen waarover de Raad van State thans advies geeft, waarbij de inwerkingtreding van de voorgestelde grondwetsbepaling wordt geregeld. Deze lacune kan worden verholpen door in artikel 51, eerste lid, de woorden “Deze wet treedt” te vervangen door “Deze wet, alsmede de grondwetsbepaling van ... tot invoeging van een artikel 157*bis* in de Grondwet, treden”.

²⁰ *Parl. St.*, Kamer, 2011-12, nr. 53-2141/1.

L'assemblée générale de la section de législation était composée de

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

M. HANOTIAU,
M. VAN DAMME,
Y. KREINS,
P. LEMMENS,
P. LIÉNARDY,

J. BAERT,
J. SMETS,
P. VANDERNOOT,
J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

Madame
Mevrouw
Messieurs
de Heren

B. SEUTIN,

W. VAN VAERENBERGH,
J. CLEMENT,
P. VANDERNACHT,

Madame
Mevrouw
Messieurs
de Heren

J. VAN NIEUWENHOVE,
P. BARRA,
S. BODART,

J. VELAERS,
M. RIGAUX,
L. DENYS,
Y. DE CORDT,
S. VAN DROOGHENBROECK,
Chr. BEHRENDT,

Madame
Mevrouw

D. LANGBEEN,

De algemene vergadering van de afdeling Wetgeving was samengesteld uit

premier président du Conseil d'État,
eerste voorzitter van de Raad van State,

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

conseillers d'État,
staatsraden,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling Wetgeving,

greffier en chef,
hoofdgriffier.

Les rapports ont été présentés par
Messieurs X. DELGRANGE, premier auditeur
chef de section, Fr. VANNESTE, auditeur.

De verslagen werden uitgebracht door
de Heren X. DELGRANGE, eerste
auditeur-afdelingshoofd, Fr. VANNESTE,
auditeur.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise a été
vérifiée sous le contrôle de Monsieur
R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de Heer
R. ANDERSEN.

LE GREFFIER EN CHEF —
DE HOOFDGRIFFIER

LE PREMIER PRÉSIDENT —
DE EERSTE VOORZITTER

D. LANGBEEN

R. ANDERSEN